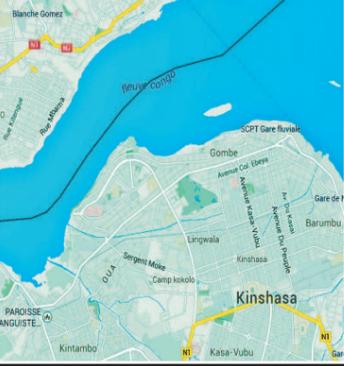


RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3617 - MERCREDI 13 NOVEMBRE 2019

FORUM DE PARIS SUR LA PAIX

Félix Tshisekedi suggère la création d'une « coalition mondiale »

« Le monde est confronté à l'un des plus grands défis de notre temps : celui de gagner la paix, de la conserver et de la transmettre aux générations futures », a déclaré le chef de l'Etat congolais, dans son intervention hier au forum sur la paix qui se tient dans la capitale française.

Parlant au nom de l'Afrique, Félix Tshisekedi n'a pas manqué de mettre en relief ce que pouvait être la contribution du continent noir, au regard de sa position géostratégique, de sa population jeune et de ses ressources naturelles, dans cette quête constante de la paix mondiale.

Page 3



Félix-Tshisekedi au Forum de Paris

INTERVIEW

Tay Godwin : « Bosangani days, un business modèle fondé sur l'accompagnement des entreprises »



Tay Godwin

« Bosangani days », un forum d'hommes d'affaires au format as-sez particulier, sera lancé ce 13 novembre. Ce concept innovant repose sur des rencontres « be to be » proposées sur la base d'un croisement de toutes les informations utiles sur les différents entrepreneurs participants : profils, compétences, savoir-faire et besoins. Dans l'interview accordée au Courrier de Kinshasa, le commissaire de l'événement, Tay Godwin, explique qu'il s'agit d'un pur pragmatisme. Ce forum ambitieux, selon lui, de regrouper au même endroit les entrepreneurs étrangers et locaux, quitte à programmer des rendez-vous pré-qualifiés grâce à une plateforme électronique.

Page 3

ENJEUX DE L'HEURE

Le cardinal Fridolin Ambongo se veut rassembleur



Le cardinal Fridolin Ambongo et le pape François

Créé cardinal le 5 octobre dernier à Rome par le pape François, Fridolin Ambongo entend rassembler tous les Congolais « au-delà de leurs tendances politiques, religieuses, civiles et sociales parfois diver-

gentes ». Il a réitéré cette vision sacerdotale lors de la conférence de presse qu'il a animée le 11 novembre, à Kinshasa. Expliquant sa vision en rapport avec ses nouvelles fonctions, il a indiqué qu'il place son cardinalat

sous le signe de la communion autour des valeurs. Et de préciser que la valeur suprême qui devrait unir le peuple congolais et toute la classe politique, c'est l'intérêt supérieur du peuple qu'il entend servir.

Page 2

CRISE AU SEIN DE LA COALITION AU POUVOIR

L'IRDH déplore une difficile adaptation à la mutation politique

Les chercheurs de l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) ont exprimé leur préoccupation face à l'escalade de la violence verbale et des actes de provocation, intervenus le 9 novembre, à Kolwezi, dans le Lualaba, entre les partisans des formations politiques en coalition au sein du gouvernement de la République. Cet état de choses, notent-ils, intervient

dans un contexte politique volatile qui expose le pays aux risques de graves violations des droits de l'homme, d'autant plus que l'histoire de l'épuration ethnique des années 1990 est constamment rappelée par des leaders politiques de cette partie de la République.

Page 4

ÉDITORIAL

Migrations

Que l'afflux croissant des migrants vers la vieille Europe inquiète les peuples et les gouvernements de cette région du monde, au point de faire ressurgir ici et là les vieux démons du repli sur soi, du nationalisme, de l'irrédentisme, n'a rien de surprenant. Mais ce rejet de l'autre n'empêchera évidemment pas le mouvement auquel nous assistons en train de grandir, de s'accroître au point de provoquer des tensions entre les Etats qui elles-mêmes déstabiliseront durablement l'Union européenne.

D'où cette idée qui devrait, nous semble-t-il, inspirer les acteurs du deuxième Forum sur la paix qui s'achève aujourd'hui à Paris et que l'on peut ainsi résumer : l'Europe est responsable pour une large part de ces migrations sauvages puisque, d'une part, elle a exploité longtemps les richesses naturelles de l'Afrique et du Proche-Orient sans se préoccuper du sort des peuples qui y vivaient et puisque, d'autre part, elle a provoqué des conflits – les guerres d'Irak et d'Afghanistan notamment – qui ont généré des fuites massives d'êtres humains ; elle doit donc tout mettre en œuvre maintenant afin que la croissance économique et l'élévation des niveaux de vie qui en découleront conduisent les millions d'hommes et de femmes tentés par l'émigration à rester chez eux.

De la même façon que les Etats-Unis ont sauvé l'Europe au sortir de la Seconde Guerre mondiale en lançant le Plan Marshall qui a permis à celle-ci de se relever, de la même façon cette Europe doit maintenant tout mettre en œuvre pour corriger les erreurs qu'elle a commises dans le passé vis-à-vis des peuples du Tiers-Monde. Riche, prospère, pourvue de moyens économiques et financiers qui en font la communauté la plus riche de la planète, elle est en mesure de réparer ses erreurs passées. Des erreurs qui menacent aujourd'hui la paix sur les immenses territoires qui la bordent au Sud et à l'Est.

Si le Forum sur la paix, qui a fait du Congolais Félix Tshisekedi – et ce n'est certainement pas un hasard – son invité d'honneur, si donc ce forum affirme de façon claire et audible la volonté des nations riches de réparer les fautes qu'elles ont commises hier, alors s'engagera entre le Sud, l'Est et le Nord le dialogue qui mettra fin aux terribles drames que génèrent les migrations sauvages vers le Vieux continent.

Le Courrier de Kinshasa

EGLISE CATHOLIQUE

Le cardinal Fridolin Ambongo se veut rassembleur

Créé cardinal le 5 octobre dernier à Rome par le pape François, Fridolin Ambongo entend rassembler tous les Congolais « au-delà de leurs tendances politiques, religieuses, civiles et sociales parfois divergentes ».

Le prélat catholique a réitéré sa vision sacerdotale lors de la conférence de presse qu'il a animée, le 11 novembre, à Kinshasa. Cet échange avec les professionnels des médias lui a permis de lever un coin de voile sur certains questionnements liés à son sacerdoce. Expliquant la vision qui est la sienne par rapport à ses nouvelles fonctions, le successeur de Laurent Monsengwo a indiqué qu'il place son cardinalat sous le signe de la communion autour des valeurs. Et de préciser que la valeur suprême qui devrait unir le peuple et toute la classe politique, c'est l'intérêt supérieur du peuple. Une philosophie d'action qui s'inscrit dans le cadre de sa devise épiscopale « Omnia, omnibus » (tout à tous) qui constitue le socle de son ministère.

Fridolin Ambongo veut donc être le cardinal de tous les Congolais, sans discrimination. « J'annoncerai l'évangile de Jésus-Christ dans sa radicalité », a-t-il indiqué. Evoquant les tribulations politiques en cours avec, à la clé, la tension décriée actuellement au sein de la coalition au pouvoir, il a appelé les plateformes concernées, en l'occurrence, le Front commun pour le Congo et le Cap pour le changement, à ne pas passer leur temps à se déchirer. Tout en demandant aux membres



Le cardinal Fridolin Ambongo

de cette coalition de servir le peuple, son discours est celui d'apaisement pour que les uns et les autres puissent fumer le calumet de la paix en privilégiant l'intérêt du pays.

« Notre rôle, c'est de rappeler à la conscience des uns et des autres, servez le peuple. Ne passez pas votre temps à vous déchirer. Ce que le peuple attend de vous, c'est servir », a-t-il déclaré.

Enfin, sur le cas de Martin Fayulu qui, une année après sa désignation à Genève comme candidat commun de

l'opposition, continue de marteler sur la vérité des urnes en surfant sur l'usurpation de sa victoire électorale, le cardinal Fridolin Ambongo l'a exhorté à tourner définitivement la page de la contestation. Pour ce prince de l'église catholique, la situation a évolué. « Il ne faut pas toujours revenir dans le passé avec l'histoire des urnes », a-t-il déclaré, encourageant l'intéressé dans son plan de sortie de crise qui privilégie le dialogue.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengutu Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FORUM DE PARIS SUR LA PAIX

Félix Tshisekedi plaide pour une « coalition mondiale »

« Le monde est confronté à l'un des plus grands défis de notre temps : celui de gagner la paix, de la conserver et de la transmettre aux générations futures », a déclaré le chef de l'Etat congolais, dans son intervention, le 12 novembre, à la rencontre sur la paix qui se tient dans la capitale française.

Invité d'honneur du Forum de Paris sur la paix, Félix Tshisekedi s'est exprimé, mardi, à la tribune de cette importante rencontre qui a mobilisé plusieurs centaines d'intervenants du monde entier issus de divers secteurs d'activités. Le chef de l'Etat congolais a, dans son intervention, mis une emphase sur l'impératif de paix vers laquelle doivent converger tous les efforts de la communauté universelle. Félix Tshisekedi a proposé une recette, celle de la mise en œuvre d'une « coalition mondiale » censée prendre à bras le corps la problématique



de paix à l'échelle internationale. Le chef de l'Etat congolais est convaincu que cette approche contribuera au rétablissement de la paix partout où elle est menacée à travers le monde. Il suffit, a-t-il indiqué, que chacun mette la main à la pâte pour que, dans une dynamique de vouloir vivre ensemble, ce défi soit relevé.

« Pour préserver la paix, nous devons partager avec les autres, engager un débat sur les solutions

Félix-Tshisekedi au Forum de Paris évoquées par les uns et les autres (...). Ainsi, il est possible d'avoir un agenda commun, intégrant un certain nombre de valeurs transversales et donnant à l'homme et à la planète, la primauté de nos efforts (...) », a-t-il ajouté.

Alors qu'il parlait au nom de l'Afrique, le chef de l'Etat congolais n'a pas manqué de mettre en relief ce que pouvait être la contribution du continent noir dans cette quête de la paix

mondiale. Il a estimé que l'Afrique peut justement faire partie des solutions. « L'Afrique en général, avec sa position géostratégique, sa population jeune et ses ressources naturelles, doit cesser d'être un problème pour le monde, mais plutôt devenir un maillon important de la solution aux problèmes du monde ». Et d'égrener sa compréhension du concept « paix » qui, a-t-il dit, « n'est pas seulement le silence des armes » mais bien plus

« l'apport des réponses aux problèmes liés à la jeunesse, à la famine, au dérèglement climatique et aux problèmes de santé publique comme les épidémies à virus ». Et de poursuivre :

« Pour gagner la paix, chaque homme, chaque État doit s'interroger sur sa contribution à la solution des défis qui menacent l'humanité, notre patrimoine commun ».

Parlant de son pays, la République démocratique du Congo empêtrée

dans des troubles interminables dans sa partie est, Félix Tshisekedi a préconisé le dialogue entre communautés ainsi que les réponses aux problèmes de la jeunesse, sans oublier la solution militaire susceptible de faire taire définitivement les armes. « Tout en étant convaincu de l'efficacité de la solution militaire, je pense qu'il faudrait élaborer un programme de sensibilisation de la population et du dialogue entre les différentes communautés. La solution militaire s'impose pour combattre les groupes armés, certes, mais en plus de cela, il faut répondre au problème de la jeunesse qui a besoin de plus d'encadrement, plus de démocratie et d'emplois », a-t-il indiqué tout en saluant la bravoure de son peuple. Un peuple qui a subi dans sa chair et sur son sol un condensé d'horreurs dû à l'absence de la paix dont la force de résilience et son attachement aux valeurs de la paix sont restés intacts.

Alain Diasso

INTERVIEW.

Tay Godwin : « Bosangani days, un business modèle fondé simplement sur l'accompagnement des entreprises »

« Bosangani days », un forum d'hommes d'affaires au format assez particulier, sera lancé le 13 novembre. Ce concept innovant repose sur des rencontres « be to be » proposées sur la base d'un croisement de toutes les informations utiles sur les différents entrepreneurs participants : profils, compétences, savoir-faire et besoins. Dans l'interview qu'il a accordée à notre rédaction, le commissaire de l'événement, Tay Godwin, explique qu'il s'agit tout simplement d'un pur pragmatisme.



Tay Godwin

day » est le premier sous ce format en RDC. En effet, le concept repose sur des rencontres « be to be » où chaque entrepreneur se décrit sur une plate-forme : profil, compétences, savoir-faire et besoins. Après son inscription, il a la possibilité d'identifier les autres entreprises comme la sienne. Il a ainsi toute la latitude de les choisir et d'organiser des rendez-vous de trente minutes. En cas de difficulté, il pourra se référer à un algorithme qui fait un croisement pour lui proposer des rencontres qui lui permettent de négocier des contrats et de prendre des contacts utiles au développement de son entreprise.

L.C.K. : La première édition des « Bosangani days » débute ce 13 novembre. Que pouvez-vous dire sur l'état des préparatifs ?

T.G. : Je ferai un petit bilan très simple. Il y a énormément de gens préinscrits ou qui veulent participer à cet événement qui risquent de se heurter à quelques difficultés car il s'agit d'une première expérience en RDC. Beaucoup d'entrepreneurs éprouvent des difficultés à comprendre ce nouveau concept. Certes, il y a beaucoup d'inscrits, mais ils n'ont pas complété leurs profils. Par conséquent, ils n'apparaissent pas entièrement sur la plate-forme et ne peuvent pas ainsi profiter pleinement de cet important dispositif.

Or, nous devons bouclier le catalogue de toutes les entreprises présentes. Pour l'heure, nous ne pouvons pas le faire pour la simple raison que nous n'avons pas toutes les entreprises avec leurs profils détaillés. Tant qu'ils ne les complèteront pas, nous ne pourrions pas organiser de nombreuses rencontres.

L.C.K. : Allez-vous maintenir tout de même le démarrage des travaux ce mercredi ?

T.G. : Bien entendu, nous ne croisons pas les bras. Nous avons mis en place un call center pour inciter les gens à compléter leurs profils. Par ailleurs, nous avons simplifié l'accès à la plate-forme pour optimiser les rendez-vous. Enfin, nous avons trouvé des solutions palliatives. Plus concrètement, nous proposons de leur envoyer, en aval de l'événement, le catalogue de manière numérique de toutes les entreprises présentes. Nous voulons des chefs d'entreprise pragmatiques, qui viennent aux « Bosangani days » pour avoir des rendez-vous « gagnant-gagnant ». En venant, ils doivent déjà avoir une idée claire sur leurs motivations.

L.C.K. : Mais pourquoi organiser un tel événement maintenant ? Y a-t-il une motivation particulière par rapport à ce choix ?

T.G. : La réponse est très simple. Le concept existe depuis un certain nombre d'années. Il y a un an, une entreprise de la RDC était présente à la vingt-troisième édition de « Futurallia » à Tunis, en Tunisie. A l'issue de cette rencontre et face à l'affluence enregistrée (plus de cent demandes de rendez-vous), notre idée était à présent de mettre en œuvre le concept en RDC. Les entretiens avec les autorités du pays ont abouti à l'aval du projet. Un an après, nous avons programmé cette rencontre à Kinshasa. Le 15 novembre,

le forum va s'achever. La conclusion de cette rencontre va se situer tout au long de l'année.

L.C.K. : Vous avez commencé à présenter quelques chiffres des « Bosangani days ». Pouvez-vous nous en dire plus ?

T.G. : Nous en sommes déjà à plus de quatre cents entreprises préinscrites. Celles qui ont complété leurs profils sont plus d'une centaine, à quelques heures de l'événement. Tout est bouclé logiquement mais nous attendons encore la signature des contrats des structures que « Bosangani days » a accompagnées. Oui, il y a déjà des implantations. On s'en va, d'ailleurs, vers l'installation d'une usine. En gros, il y a des résultats dans différents points d'activités. Hormis de préparer le forum, « Bosangani days » a fait son travail.

L.C.K. : Ces dernières années, plusieurs forums sont nés en RDC. Selon vous, qu'est-ce qui peut constituer la particularité des « Bosangani days » ?

T.G. : La particularité est la totalité du concept Bosangani. D'emblée, « Bosangani days » n'est pas une conférence. On ne vient pas écouter des thèmes. Effectivement, il est prévu deux colloques d'une heure, mais il s'agit plus d'un débat « opérationnel » pour les chefs d'entreprise. Par exemple, on leur explique comment s'installer dans un secteur précis en RDC et les difficultés à prévoir. L'essentiel de la journée est consacré à des rendez-vous préprogrammés ou pré-qualifiés. Vous ne venez pas distribuer vos cartes au hasard. Vous avez le profil de tous les entrepreneurs présents. On vous le donne dès le mercredi, lors de la cérémonie d'accueil. Il faut décrire complètement votre profil pour être attractif auprès de vos homologues étrangers qui souhaitent nouer des partenariats.

Il s'agit des rencontres ou rendez-vous d'affaires. On vous propose les entreprises que vous pouvez rencontrer utilement. L'algorithme vous permet de déceler les entreprises les plus utiles à votre activité ou à votre business modèle. Vous avez ainsi jusqu'à dix-huit rendez-vous de trente minutes. Au regard des coûts, je peux vous assurer que nous ne gagnerons pas un centime. Notre business modèle est fondé simplement sur l'accompagnement des entreprises. Après l'évaluation des entreprises et les rendez-vous à la fin du forum, Bosangani va vous accompagner, si vous le souhaitez, à la conclusion de vos affaires à partir du 16 novembre. Nous organisons un événement pour permettre aux entreprises de se rencontrer. Si vous gagnez, nous gagnons aussi. Nous sommes autant impliqués que les chefs d'entreprise.

L.C.K. : Quels sont les secteurs au cœur de l'événement ?

T.G. : Le forum est multisectoriel, mais il existe des secteurs privilégiés qui correspondent aux besoins du pays. Il s'agit de l'agriculture, l'agroalimentaire, les énergies, les mines, le tourisme, l'hôtellerie, les transports, la logistique, les bâtiments, travaux publics et constructions.

L.C.K. : Quelles sont les dispositions logistiques arrêtées pour les rencontres et les discussions ?

T.G. : Nous avons aménagé le chapiteau de Pullman hôtel. Il y a deux cent cinquante tables, chaque entrepreneur peut échanger pendant trente minutes à une table bien indiquée avec un interlocuteur bien identifié. Toutes les trente minutes, il peut aller à une nouvelle table.

Propos recueillis par Laurent Essolomwa

L.C.K. : « Bosangani day » est-il votre premier événement en République démocratique du Congo (RDC) ?

T.G. : Non, j'ai participé à plusieurs événements. Toutefois, « Bosangani

CRISE AU SEIN DE LA COALITION AU POUVOIR

L'IRDH déplore une difficile adaptation à la mutation politique

Le transfert pacifique du pouvoir au sommet de l'Etat, selon l'institut, met les proches de Joseph Kabila et de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo en difficulté de trouver des nouvelles stratégies.

Les chercheurs de l'Institut de recherche en droit humains (IRDH) ont exprimé leur préoccupation face à l'escalade de la violence verbale et des actes de provocation, intervenus le 9 novembre, à Kolwezi, dans le Lualaba, entre les partisans des formations politiques en coalition au sein du gouvernement de la République. Cet état de choses, notent-ils, intervient dans un contexte politique volatile qui expose le pays aux risques de graves violations des droits de l'homme, d'autant plus que l'histoire de l'épuration ethnique des années 1990 est constamment rappelée par des leaders politiques de cette partie de la République.

Dans le bulletin électronique de l'association publié le 12 novembre, ces scientifiques indiquent, en effet, que les politiciens congolais semblent ne pas s'adapter aux nouvelles réalités politiques fondées sur la tolérance, la liberté d'opinion, la contradiction et les droits de l'homme. « *Le transfert pacifique du pouvoir au sommet de l'Etat met en difficulté de trouver des nouvelles stratégies, des proches de l'ancien président ayant géré pendant plus de dix-huit ans, autant que ceux du nouveau président, restés pendant plus de trente-sept ans dans l'opposition* », ont-ils souligné.

Deux positions antagonistes sous un même toit

L'IRDH relève, d'une part, que le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) n'accepte pas d'avoir perdu le pouvoir au sommet de l'Etat, ses dirigeants exprimant publiquement des remords et le souci de le reprendre immédiatement, en multipliant des symboles, messages et actes qui prêtent la confusion dans la population. De l'autre, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) semble non plus savoir qu'étant au pouvoir, elle a le devoir de réserve, face aux attaques politiques de tout genre, et l'obligation de résultats dans la gestion de l'appareil de l'Etat, au bénéfice de tous. « *Leurs militants sont restés focalisés sur la personne de Kabila qui pourtant n'est plus aux affaires* », souligne l'association.

Risques redoutés des violations des droits de l'homme

L'IRDH alerte sur des éventuelles graves violations des droits de l'homme, prévenant par la même occasion le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) sur la situation fragile de la République démocratique du Congo (RDC). Il indique que le PPRD et l'UDPS se livrent une guerre ouverte qui fissure la coalition au pouvoir, en manipulant leurs membres dont la majorité



Des militants de l'UDPS devant le siège du parti à Kinshasa

est inculte, zélée et fanatique. A charge du PPRD, l'IRDH relève l'affichage des portraits géants de l'ancien président, Joseph Kabila, pour dire qu'il a le contrôle permanent de la République. « *Ce que des centaines d'autres partis ne pourraient faire* », insiste cette association. Il reproche également à ce parti la distillation, dans la population, des messages confus tels « *Kabila est le propriétaire de l'Etat congolais* » ou « *Kabila for ever* », au bas des portraits géants en lieux publics, etc. Quant à l'UDPS, il lui est reproché les discours de diabolisation de l'ancien président, qui ne sont autres que des actes de provocation politique.

Relevant les risques élevés des violations des droits humains, l'IRDH rappelle aux membres de

ces deux formations politiques que tout individu sera tenu responsable devant la CPI, s'il entend causer des crimes de sa compétence ou s'il est conscient qu'une telle conséquence adviendra dans le cours normal des événements qu'il provoque. En ce qui concerne les chefs des partis, l'institut indique qu'ils seront pénalement responsables des violations des droits de l'homme ou des crimes relevant de la compétence de la CPI commis par des membres subordonnés de leurs partis, placés sous leurs autorités et leurs contrôles effectifs, lorsqu'ils ne les auront pas empêchés ou exercé le contrôle qui convenait sur eux.

Pour éviter d'en arriver là, l'IRDH appelle déjà les services publics de l'Etat dont la police judiciaire

et les parquets des juridictions concernées, à diligenter des enquêtes afin que tout coupable d'atteinte aux droits de l'homme réponde de ses actes. A ces deux partis politiques, il recommande de s'atteler à la formation de leurs membres et responsables politiques, conformément à l'article 6 de la Constitution. Les organisations de la société civile sont exhortées à continuer d'identifier des présumés auteurs et documenter tous les symboles, discours, faits et actes pouvant engendrer des violations des droits de l'homme. La CPI, elle, est appelée à continuer de surveiller la situation volatile de la RDC qui souffre déjà de beaucoup d'autres cas de crimes graves de sa compétence.

Lucien Dianzenza

JOURNÉE MONDIALE DE LA PNEUMONIE

Le Pnira organise à Kinshasa une séance d'information sur la maladie

L'activité aura lieu, le 15 novembre à l'hôtel Béatrice, en marge de l'événement que le monde entier a célébré, le 12 novembre, sur le thème « Combattre la pneumonie et sauver un enfant ».

Le Programme national de lutte contre les infections respiratoires aiguës (Pnira) entend partager avec les décideurs, les acteurs impliqués dans le secteur de la santé et la communauté les informations liées à la pneumonie, considérée comme un problème de santé publique.

Au cours d'une interview qu'il a accordée à la presse, le 11 novembre, le directeur du Pnira, le Dr Jean Fidèle Ilunga, a indiqué que la pneumonie est une maladie inflammatoire qui touche le poumon. Plusieurs facteurs la favorisent, notamment l'environnement pollué contenant des microbes, des fumées, des poussières, l'exposition au froid, la malnutrition, la promiscuité, le VIH/sida, la drépanocytose. La maladie, a-t-il dit, touche plus les enfants âgés de moins de 5 ans et les personnes de

troisième âge. Toutefois, a-t-il souligné, il existe plusieurs mesures de prévention, entre autres, assainir l'environnement, ne pas exposer les enfants et les personnes de troisième âge à la fumée, éviter des habitations moins aérées, interdire des boissons fraîches aux enfants.

Le directeur du Pnira a ajouté



Le Dr Fidèle Ilunga, directeur du Pnira

que les six premiers mois, l'enfant doit être nourri au lait maternel pour qu'il soit à l'abri des maladies. Il doit avoir une alimentation équilibrée et se faire vacciner. « *L'enfant qui a reçu tous les vaccins nécessaires prévus dans le calendrier vaccinal est épargné de cette maladie* », a-t-il déclaré, avant d'énumérer quelques signes liés à ce fléau. Il s'agit de la toux respiratoire, de la fièvre, de la respiration rapide, la douleur au niveau du thorax. Une fois que la personne présente ces signes, a-t-il conseillé, elle doit être conduite dans un centre médical le plus proche pour des soins appropriés. Car, si la maladie est détectée tôt, le patient a plus de chance d'être guéri aussi tôt.

S'agissant de la situation épidémiologique de la pneumonie en République démocratique du Congo (RDC), le Dr Jean Fidèle Ilunga a précisé qu'en 2018, il a été notifié quatre millions sept cent mille cas



Dr Xavier Crespin, chef Santé/Unicef RDC

des enfants de moins de 5 ans qui en souffraient dont trois cent mille cas au Nord-Kivu, deux cent soixante-dix mille au Sud-Kivu, deux cent soixante-dix mille au Kasai et deux mille à Kinshasa. Deuxième cause de décès chez les enfants Abordant dans le même sens, le Dr Xavier Crespin, chef Santé/Unicef en RDC, a souligné que la pneumonie constitue la deuxième cause de mortalité des enfants de moins de 5

ans dans le pays. La célébration de cette journée, a-t-il indiqué, a pour but d'amener les dirigeants des pays du monde, les partenaires impliqués dans le secteur de la santé et la communauté de prendre conscience que cette maladie est un véritable fléau au monde. La lutte contre elle, a-t-il poursuivi, passe par l'amélioration de la couverture sanitaire, la couverture du pays en termes d'infrastructures, le renforcement du système de santé de proximité avec des équipements nécessaires pour le diagnostic et l'accès aux soins de santé de qualité.

Le Dr Xavier Crespin a souhaité le renforcement du système de vaccination et la participation de la population à la prise en charge de la pneumonie ainsi que la création des conditions pour que les enfants soient moins vulnérables.

Blandine Lusimana

AGRICULTURE

Les rendements de l'Afrique risquent de baisser de 20% d'ici à 2050

Produire suffisamment pour nourrir un continent qui se réchauffe, tout en préservant l'environnement, tel est le défi que se lancent les ministres africains de l'Agriculture, réunis au Maroc.

Il y a urgence, selon les experts, sachant que l'Afrique risque de connaître, d'ici à 2050, une décroissance de 20% sur ses rendements agricoles, avec la dégradation des sols et la désertification provoquées par inondations et sécheresses. Dans le même temps, sa population pourrait doubler.

Le continent est victime de chocs climatiques répétés, souligne Seyni Nafo, ambassadeur des pays africains auprès des conférences internationales sur le climat, les COP. Dernier exemple en date, une partie de la Centrafrique est noyée sous les inondations. Dans le même temps, en Afrique australe, la sécheresse fait planer une menace de famine sur quarante-cinq millions de personnes, a indiqué l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. «Six des dix pays les plus vulnérables au climat sont situés en Afrique, qui possède, par ailleurs, deux tiers des terres arables disponibles dans le monde», relève Seyni Nafo,

secrétaire général de la fondation Adaptation of african agriculture to climate change.

L'augmentation de la production agricole et alimentaire est d'autant plus cruciale que les disettes engendrent des déplacements de population, des violences et bouleversements politiques. Au Soudan, les premières manifestations, début 2019, sont venues d'un triplement du prix du pain et d'une «pénurie de farine», note Nafo. En Afrique subsaharienne, les premiers exodes massifs de Touaregs du nord du Mali ont eu lieu après de grandes sécheresses et une dégradation des ressources naturelles dans les années 1970, rappelle-t-il. Par ailleurs, aucune solution durable ne pourra être trouvée au Sahel, frappé par une montée des conflits intercommunautaires (sédentaires contre nomades notamment), en plus d'une flambée de violences jihadistes, si la question de fond de la production agricole n'est pas traitée, relève un expert de l'Agence

française du développement, interrogé. «Il faut rendre l'agriculture et l'élevage plus résilients face au climat, sinon on va au devant de grandes catastrophes. L'option militaire ne peut pas être une solution unique», ajoute-t-il.

Une revendication légitime des Africains

Selon lui, «l'intégrisme religieux» et le jihadisme ont leur «propre dynamique». Mais la pression sur les

des Africains, qui entendent développer eux-mêmes leur agriculture, se fonde aussi sur le fait que le continent émet beaucoup moins de gaz à effet de serre que les autres (à peine 4% du total).

A quelques semaines de la prochaine conférence sur le climat, la COP25 (du 2 au 13 décembre 2019) à Madrid, en Espagne, les débats, auxquels participent aussi les bailleurs de fonds in-

des ressources en eau, en particulier comment généraliser une irrigation goutte-à-goutte pour économiser l'eau tout en améliorant les rendements, y compris sur de toutes petites exploitations familiales, les plus vulnérables au changement climatique; la gestion des risques climatiques via des systèmes d'alerte précoce recourant au numérique, aussi bien pour la production, via les données météo, que pour la gestion des récoltes et leur commercialisation; l'accès des agriculteurs au financement, via notamment la «bancaisation mobile», et des Etats via la finance verte et l'émission possible d'obligations vertes pour financer des investissements durables.

D'ores et déjà, quatre pays ont élaboré des plans d'investissements prioritaires, de trois cents à quatre cents millions de dollars chacun : Côte d'Ivoire, Mali, Maroc et Zambie.

Noël Ndong

«Il faut rendre l'agriculture et l'élevage plus résilients face au climat, sinon on va au devant de grandes catastrophes. L'option militaire ne peut pas être une solution unique»

ressources comme au lac Tchad, par exemple, qui a «beaucoup rétréci en quarante ans», constitue un «terreau fertile» pour la violence et pour les migrations de population. La revendication

ternationaux, scientifiques et ONG, porteront sur quatre grands thèmes : la gestion des sols, ou comment retenir le carbone tout en améliorant la fertilité des sols dégradés; la gestion

SANTÉ

Des ONG lancent un appel pour une action mondiale contre la pneumonie

A l'occasion de la Journée mondiale consacrée à la maladie respiratoire, célébrée le 12 novembre, l'Unicef et cinq autres organisations sanitaires ou de défense des enfants, dont Save the children ou l'Alliance pour la vaccination Gavi, ont appelé à combattre efficacement le fléau.

«C'est une épidémie mondiale oubliée qui nécessite une réponse internationale urgente. Des millions d'enfants meurent par manque de vaccins, d'antibiotiques et de traitements par oxygène», a souligné Kevin Watkins, de Save the children.

Dans un communiqué, les ONG ont déploré de nombreuses pertes d'enfants du fait de la pneumonie. «La pneumonie a coûté la vie à plus de huit cent mille enfants de moins de 5 ans l'an dernier, soit un toutes les trente-neuf secondes», ont-elles assuré. «La plupart de ces décès touchent des enfants de moins de 2 ans, dont presque cent cinquante-trois mille sont dans leur premier mois de vie», ont poursuivi les organisations.

L'Organisation mondiale de la santé estime que la pneumonie est responsable de 15% du nombre total de décès d'enfants de moins de 5 ans dans le monde. L'infection respiratoire aiguë, qui affecte les poumons, tue un enfant de moins de 5 ans toutes les trente-neuf secondes, déplorent pour leur part des experts. Elle peut être causée par des bactéries, des virus ou des champignons microscopiques. Pour un enfant atteint de pneumonie, les alvéoles de ses poumons sont remplies de pus et de liquide, ce qui rend la respiration douloureuse et limite l'absorption d'oxygène.

Les organisations à l'origine de l'appel avancent que plus de la moitié des morts d'enfants dues à la pneumonie est concentrée dans cinq pays. Il s'agit notamment du Nigeria (cent soixante-deux mille), de l'Inde (cent vingt-sept mille), du Pakistan (cinquante-huit mille), de la République démocratique du Congo (quarante mille) et de l'Ethiopie (trente-deux mille).

Si la pneumonie fait des ravages dans le monde, il faut noter à titre de comparaison que quatre cent trente-sept mille enfants de moins de 5 ans sont morts de maladies diarrhéiques dans le monde en 2018 et deux cent soixante-douze mille du paludisme, selon les ONG. C'est en tenant compte des dangers encourus par de nombreux enfants du fait de la maladie respiratoire tueuse, qu'un forum mondial sur la pneumonie infantile va être organisé, fin janvier 2020, à Barcelone, en Espagne.

Nestor N'Gampoula

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DU 11 AU 17 NOVEMBRE

MARDI 12 NOVEMBRE

18H00 CINE-ITINERANT : MINGA ET LA CUILLERE CASSEE A SAINT PIERRE CLAVER

18H30 CINE-CLUB : CHAMBRE N°1

MERCREDI 13 NOVEMBRE

15H00 DEBAT D'IDEES : GOUVERNANCE POLITIQUE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE : EXEMPLE DE LA SUEDE ANIME PAR ANNE ET CARL SUNDBERG

15H00 CLUB DE LECTURE : "MAISON DU SILENCE" DE ORHAN PAMUK

19H00 MERCREDI A LA CAFET' : ALEYAH MAN

JEUDI 14 NOVEMBRE

14H00 MASTER CLASS : FORMATION CHORALES

15H00 RENCONTRE LITTERAIRE : L'ECUME DES MAUX DE SEME ESSE-NSI

17H30 MUSIQUE : HOMMAGE A MAITRE DJIM

VENDREDI 15 NOVEMBRE

14H00 MASTER CLASS : FORMATION CHORALES

SAMEDI 16 NOVEMBRE

10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE ET RENCONTRES DE SCRABBLE)

14H00 MASTER CLASS : FORMATION CHORALES

18H00 EMISSION : ÇA C'EST BRAZZA

HOMMAGE À
MAITRE
DJIM

Pour plus d'info veuillez consulter notre agenda du mois sur
www.institutfrancais-congo.com

SOCIÉTÉ CIVILE

L'Association désir d'unité suggère l'adoption d'une loi contre le tribalisme

Parmi les trois propositions faites par l'association que préside le député Jean de Dieu Kourissa en prélude à la tenue du dialogue national, figure l'adoption d'une loi réprimant les pratiques tribalistes en milieu social. Elle l'a fait savoir lors de la rencontre avec Joseph Christian Dzinga Boubanga, directeur de cabinet du secrétaire permanent du Conseil national du dialogue (CND).

Le secrétariat permanent du CND a poursuivi ses consultations, le week-end dernier à Brazzaville, avec les acteurs de la société civile, dont l'Association désir d'unité (ADU). Une initiative saluée par Jean de Dieu Kourissa, indiquant que son association « se donne pour objectif de faire intervenir des comportements nouveaux, des réflexes positifs, visant à consolider les efforts de paix et bâtir une société congolaise, dépouillée de toutes formes de frustration et autres travers qui ont jusqu'ici contrarié son développement ».

Parlant du dialogue en préparation, le président de l'ADU a estimé que celui-ci ne doit pas déboucher « sur le partage des postes où chacun vient pour se servir », insistant sur le fait que « de telles visées ne vont pas conduire du tout vers le bonheur du peuple congolais qui n'y comprendrait rien ».

C'est ainsi que pour sa contribution au dialogue, l'ADU a suggéré le soutien par le gouvernement



Les membres du bureau de l'ADU/Adiac formes. Des suggestions dont la délégation a pris bonne note, promettant de les transmettre à qui de droit.

de toutes initiatives sur le vivre ensemble en paix en milieu communautaire, en rapport avec la résolution 72/130 des Nations unies adoptée le 8 décembre 2017; l'insertion des rubriques éducatives pour la promotion du vivre ensemble dans l'un des départements ministériels donnés; enfin, l'adoption d'une loi pour combattre le tribalisme sous toutes ses

formes. Des suggestions dont la délégation a pris bonne note, promettant de les transmettre à qui de droit. Notons que le directeur de cabinet du secrétaire permanent du CND était accompagné de l'ancien ministre des Zones économiques spéciales, Alain Akouala Atipault, et du Pr Joseph Itoua.

Fortuné Ibara

SOUDAN DU SUD

Nouvelle prolongation pour former un gouvernement d'union

Une période de cent jours a été accordée à Salva Kiir et Riek Machar, à partir du 12 novembre, pour la mise en place d'un gouvernement de transition et éviter que leur pays ne replonge dans un conflit à grande échelle.

La procédure a pour objectif également de régler les blocages concernant la sécurité et le découpage fédéral du pays. Les parties « se sont accordées pour étendre la période de pré-transition de cent jours à compter du 12 novembre 2019 », selon le communiqué final de la dernière rencontre.

Outre Salva Kiir et Riek Machar, étaient également présents à la réunion tenue près de Kampala, le président ougandais, Yoweri Museveni; le général Abdel Fattah Al-Burhane, chef du Conseil souverain soudanais; et le représentant spécial du Kenya pour le Soudan du Sud, Kalonzo Musyoka.

La formation du gouvernement de transition était initialement prévue en mai, mais elle avait déjà été repoussée en raison de désaccords sur des questions cruciales qui, à ce jour, n'ont toujours pas été résolues, comme la formation d'une armée unifiée et les frontières des Etats régionaux au sein du Soudan du Sud.

Devant le peu de progrès accomplis sur le terrain, notamment en matière de cantonnement des combattants, les pays de la région ont visiblement estimé préférable de ne pas forcer les choses et d'accorder un délai supplémentaire. «

Il était vraiment impossible de faire parvenir les deux protagonistes à un accord en cinq jours. Nous leur avons donné trois mois et nous continuerons de nous engager dans le processus de paix », a explicité, d'ailleurs, le ministre ougandais des Affaires étrangères.

Washington exacerbé

S'agissant des Etats-Unis, un soutien de poids du Soudan du Sud, le pays a déjà exprimé son exaspération liée à ce délai supplémentaire, en menaçant de « revoir leur relation » avec le gouvernement sud-soudanais. « Leur incapacité à respecter leur propre calendrier fait douter de leur aptitude à continuer à mener le processus de paix », a indiqué le secrétaire d'Etat américain adjoint chargé de l'Afrique, Tibor Nagy, à propos de Salva Kiir et Riek Machar.

En plus des cent jours supplémentaires, les parties sont convenues de faire un point de la situation au bout de cinquante jours (à compter du 12 novembre), mais également de se pencher sur « le statut » de Riek Machar, qui vit actuellement en exil à Khartoum et dont les mouvements sont limités. Salva Kiir et Riek Machar avaient

surmonté la profonde défiance qui les oppose et cédé à la forte pression de la communauté internationale pour signer, en septembre 2018, à Addis-Abeba, un nouvel accord de paix accompagné d'un cessez-le-feu qui a été globalement bien respecté. Mais plusieurs points-clés de cet accord de paix n'ont pas enregistré de progrès tangibles, faisant peser le risque d'un échec de l'accord et d'une reprise des combats à grande échelle dans ce pays en proie à une guerre civile depuis 2013.

Aux termes de l'accord d'Addis-Abeba, les combattants de toutes les parties doivent être entraînés et déployés au sein d'une armée unifiée de quatre-vingt-trois mille hommes, un processus qui a été entravé par les retards et le manque de financement.

Le Soudan du Sud a sombré dans la guerre civile en 2013, deux ans après son indépendance du Soudan, lorsque Salva Kiir, un Dinka, a accusé Riek Machar, alors son vice-président, membre de l'ethnie nuer, de fomenter un coup d'Etat. Le conflit a fait plus de trois cent quatre-vingt mille morts et poussé plus de quatre millions de Sud-Soudanais à fuir leur foyer.

Yvette Reine Nzaba

AFRIQUE

Les Etats appelés à consolider leurs politiques industrielles

A quelques jours de la tenue de la Semaine de l'industrialisation du continent, prévue du 18 au 22 novembre à Addis-Abeba, en Ethiopie, l'Union africaine (UA) a demandé aux pays membres de renforcer leurs capacités en la matière pour fournir le marché de la Zone de libre-échange continentale et au-delà.

Organisé sur le thème « Positionner l'industrie africaine pour approvisionner le marché de la zone de libre-échange continentale africaine », l'événement annuel ambitionne, entre autres, d'accélérer les synergies entre les secteurs public et privé par une interface avec les sphères mondiales des capitaux et des technologies. Il sera également l'occasion d'explorer les possibilités d'un nouveau modèle pour développer les capacités de production de l'Afrique afin de renforcer le commerce intra-africain.

Les actions menées dans le cadre de cette Semaine de l'industrialisation « exploreront les outils et instruments économiques capables de renforcer la capacité du secteur industriel à être compétitif et innovant », selon un communiqué. La promotion des investissements nationaux et étrangers devrait également être une autre ambition majeure de l'édition 2019 de cette rencontre continentale.

Pour cette année, plus de mille experts et responsables africains sont attendus dans la capitale éthiopienne, à la faveur de la rencontre qui se tient dans un contexte d'appels à plus de cohérence des politiques industrielles. Il s'agit notamment des personnalités intervenant dans différents secteurs : haute technologie, industries manufacturières, tourisme, soins médicaux, automobile, textiles, engrais ou secteur financier. S'y ajoutent des délégués des secteurs privé et public, de la société civile, des partenaires de développement ou encore des cabinets de réflexion consacrés à l'industrie et au commerce, d'Afrique comme de l'étranger.

La Semaine de l'industrialisation africaine sera organisée par l'UA, en collaboration avec, entre autres, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et l'Union européenne. Elle comprendra également la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, prévue le 20 novembre, qui doit réunir un certain nombre de dirigeants du continent à Addis-Abeba.

Nestor N'Gampoula

BURKINA FASO

Le bilan de l'attaque du convoi minier passe à trente-neuf morts

Le président-directeur général de la société minière canadienne Semafo, Benoît Desormeaux, a indiqué, lundi, que l'attaque du 6 novembre contre un convoi de ses employés près de Boungou (est du pays) s'était aggravé, passant à trente-neuf morts et un disparu. Le précédent bilan établi par les autorités faisait état de trente-huit morts. Reçu par le Premier ministre burkinabè, Christophe Dabiré, Benoît Desormeaux a souligné que ce drame avait eu des répercussions très importantes sur la vie de son entreprise.

« Sur les deux cent quarante personnes (employés, fournisseurs) transportées par le convoi de cinq autocars, trente-neuf d'entre elles ont perdu la vie, une soixantaine sont blessées et une personne manque toujours à l'appel », a-t-il dit, cité par le service de presse du Premier ministre.

Benoît Desormeaux a, par ailleurs, confié que les employés restés à la mine d'or de Mana, à Boungou, la troisième du pays, étaient en train d'être évacués et que les opérations étaient actuellement à l'arrêt sur le site.

Rappelant que la Société d'exploration minière en Afrique de l'ouest (Semafo) était présente sur le site de Mana depuis 2008, il a assuré : « On ne parle pas de partir du Burkina Faso ».

Xinhua

AVIS DE VENTE

Domaine de 30 hectares 7 à 7 ca à 45 km, situé village Kouomi (Terre Mpiere) sur la route de Maloukou, dans la zone économique d'igné.

- Titre Foncier n° 43 584

- Prix très abordable

- Pour tous renseignements contacter les numéros suivants :

06 651 17 15 / 05 568 28 27

SANTÉ

Le planning familial progresse en Afrique

L'organisation Family planning 2020 (FP2020), qui travaille à la mise en œuvre d'objectifs mondiaux en la matière, estime que l'utilisation des moyens de contraception a progressé dans les pays pauvres, à commencer par le continent africain, au cours des sept dernières années, principalement grâce aux instruments modernes.

« C'est ici en Afrique que l'utilisation de moyens de contraception modernes augmente le plus », a indiqué, le 11 novembre, Beth Schlachter, directrice de FP2020, lors d'une conférence de presse à Nairobi, au Kenya, en amont d'une conférence internationale sur la population et le développement, conviée notamment par l'ONU, qui doit avoir lieu du 12 au 14 novembre.

La responsable de PF2020 a salué l'engagement croissant des gouvernements en vue d'intégrer le planning familial dans les politiques de santé, permettant de résoudre des problèmes logistiques mais aussi de dépasser les barrières culturelles et religieuses. « Dans beaucoup d'endroits, même si vous résolvez des problèmes tels que le financement ou les chaînes d'approvisionnement,

si vous ne travaillez pas avec les communautés et les femmes pour qu'elles comprennent ce qu'est la contraception, il y aura une barrière », a-t-elle déclaré.

De son côté, Benoît Kalasa, représentant du Fonds des Nations unies pour la

éviter des grossesses non prévues, elles peuvent espacer les grossesses pour participer à des activités économiques », a-t-il ajouté. Selon un rapport du FP2020, au total quarante-et-un pays africains sont concernés par le développement des

elle a augmenté de 2% depuis 2012, la hausse la plus importante étant enregistrée en Afrique de l'est et Afrique australe (7%).

L'organisation estime que trois cent quatorze millions de femmes et filles, sur un total de neuf cent vingt-six millions en âge de procréer dans les soixante-neuf pays les plus pauvres au monde, utilisent désormais des moyens de contraception modernes, soit une augmentation de cinquante-trois millions depuis 2012. Ces moyens de contraception incluent le préservatif, la pilule ou l'implant.

L'objectif initial de FP2020 était d'atteindre cent vingt millions de nouvelles utilisatrices d'ici à 2020. Ce qui s'avère très important pour ceux qui militent pour atteindre ce chiffre, sachant que le planning familial est considéré par l'ONU comme

un objectif de développement durable.

En dépit de cette volonté affichée, des voix s'élèvent déjà contre des initiatives qui prônent la contraception. C'est le cas d'une centaine de sympathisants d'une organisation catholique qui a manifesté, le 11 novembre, devant le palais présidentiel à Nairobi, protestant contre la conférence internationale sur la population et le développement, qui traitera de questions telles que les droits reproductifs ou la diversité démographique.

Signalons que FP2020, fondée par le gouvernement britannique et la fondation Bill & Melinda Gates, travaille avec des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux à la mise en œuvre d'objectifs fixés lors d'une conférence à Londres en 2012.

Nestor N'Gampoula

« Donne aux femmes le moyen de planifier leur vie, elles peuvent rester à l'école en évitant des grossesses non prévues, elles peuvent espacer les grossesses pour participer à des activités économiques »

population, a souligné que « le planning familial est un droit de base », et évoqué les dangers pour la santé de grossesses trop rapprochées ou à un âge trop jeune. Le planning familial « donne aux femmes le moyen de planifier leur vie, elles peuvent rester à l'école en

moyens de contraception sur les soixante-neuf recensés à travers le monde. Vingt et un se retrouvent en Asie et Océanie, quatre en Amérique latine et dans les Caraïbes, et trois au Moyen-Orient. Quant à la proportion de femmes utilisant des moyens de contraception,

BUROTEC

Un fournisseur unique pour votre bureau

hp
lenovo
ASUS APC acer
Canon
DELL

Agence Pointe-Noire
98, Bld Charles de Gaulle - B.P. 828
Pointe-Noire - République du Congo
Tél. : 05 537 14 46 / 05 537 14 47 / 22 294 08 04
contact@burotec.biz / sales@burotec.biz

Agence Brazzaville
Rond point de la gare, immeuble Airtel, Centre-Ville
Brazzaville - République du Congo
Tél. : 05 537 14 71 / 05 537 14 75
contactbzv@burotec.biz / salesbzv@burotec.biz

www.burotec.biz

HARIOM TRAVELS
Agence de Voyage & Tourisme

Visitez
les pays de vos Rêves avec nous

Billet + Hôtel + Loisirs
nous faisons de votre séjour une expérience inoubliable

Pointe-Noire (Rép. du Congo) + (242) 05 555 55 79 - 04 485 09 09 salespnr@hariomtravels.net
Brazzaville (Rép. du Congo) + (242) 05 302 67 86 - 04 431 03 50 salesbzv@hariomtravels.net
www.hariomtravels.net

DIALOGUE POLITIQUE

Les Nations unies marquent un grand intérêt pour la stabilité du Congo

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Afrique centrale, François Loucény Fall, a été reçu en audience, le 11 novembre à Brazzaville, par le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT) Pierre Ngolo. L'entretien a porté sur différents sujets, notamment le prochain congrès de ce parti et les consultations en cours au niveau du Conseil national du dialogue.

L'émissaire onusien a laissé entendre, au sortir de l'audience, que son institution suit avec un grand intérêt tout ce qui touche à la stabilité du Congo, avant de se réjouir des informations utiles recueillies auprès du secrétaire général du PCT.

Abordant la question du dialogue national en préparation, François Loucény Fall a signifié: « Il était important que nous rencontrions le PCT qui est un parti important au Congo et donc d'échanger avec le secrétaire général de ce parti et voir comment les premières consultations ont été menées et quelle est la suite à donner à celles-ci, afin que le dialogue que l'ONU soutient très fortement puisse s'ancrer dans les habitudes des Congolais à la place de la violence et des manifestations de violence puisque les vertus du dialogue servent à maintenir la stabilité ». Il a ajouté que les Nations unies encouragent les principaux acteurs politiques



François Loucény Fall échangeant avec Pierre Ngolo

du pays à participer aux consultations que le Conseil national du dialogue a entreprises depuis le 9 octobre dernier.

Le représentant du secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale a indiqué que le cadre proposé et mis en place doit permettre aux Congolais de se parler.

« Nous connaissons les vertus du dialogue, c'est par le

dialogue qu'on arrive toujours à trouver les solutions d'entente quand on sait que le Congo se prépare pour les élections de 2021. Il est donc important que les partis politiques puissent se parler, afin de trouver le minimum pour aller dans des conditions apaisées vers ces élections. Et le message des Nations unies, c'est d'encourager

tous les partis politiques, la société civile et l'ensemble des Congolais, afin que cette atmosphère de paix soit maintenue et cela ne peut se faire que quand les acteurs politiques se parlent », a-t-il conclu.

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale a rappelé également les vertus du dialogue lors de la ren-

contre avec le chef de file de l'opposition congolaise, Pascal Tsaty-Mabiala.

« Comme nous l'avons toujours dit, le dialogue est la meilleure voie pour trouver des solutions aux problèmes du pays, et surtout pour un pays comme le Congo qui a déjà connu par le passé des problèmes très sérieux en ce qui concerne la sécurité, la stabilité. Pour éviter que le pays retombe sur ces problèmes à la veille des élections, il est important que les acteurs politiques se concertent en vue d'avoir un minimum de décisions qui puissent permettre d'avoir un scrutin apaisé », a déclaré François Loucény Fall.

En effet, devant les autres dirigeants de l'opposition politique congolaise, il a insisté sur les vertus du dialogue que sont la paix et la stabilité. Ainsi, il espère que le futur dialogue permettra aux Congolais de baliser la voie pour des élections apaisées et consensuelles.

Jean Jacques Koubemba
et Parfait Wilfried Douniama

POOL

François Loucény Fall salue la paix retrouvée

Le processus de consolidation de la paix dans le département a été au centre des échanges entre le haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolelas, et le représentant spécial pour l'Afrique centrale et chef du Bureau régional de l'ONU.

Le diplomate onusien a, au sortir de la rencontre, qui s'est déroulée le 11 novembre à Brazzaville, salué les efforts tangibles du gouvernement congolais pour le retour de la quiétude dans le département du Pool. « Depuis la signature de l'accord politique dans cette partie du Congo, les Nations unies constatent, avec satisfaction, qu'il y a des progrès tangibles dans cette région. La vie économique re-

prend, les personnes déplacées retournent de plus en plus et la vie communautaire reprend aussi de plus belle », s'est félicité François Loucény Fall.

En effet, si des progrès ont été réalisés dans le domaine de la consolidation de la paix, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pense qu'il y a encore des efforts à fournir. Il s'agit notamment du démarrage effectif du programme désarmement, dé-



Euloge Landry Kolelas échangeant avec François Loucény Fall/DR

« Les Nations unies et tous les partenaires internationaux sont prêts à accompagner le Congo en donnant le maximum des moyens pour qu'une paix durable puisse s'installer dans le département du Pool. Nous avons déjà un partenariat dynamique et très positif avec le Haut-commissariat »

mobilisation et réintégration, afin de trouver une solution durable à la question du Pool qui est devenue récurrente. Le fonctionnaire onusien a, par ailleurs, rassuré de la disponibilité de son institution d'accompagner financièrement le Congo dans la reconstruction

de la paix dans le Pool.

« Les Nations unies et tous les partenaires internationaux sont prêts à accompagner le Congo en donnant le maximum des moyens pour qu'une paix durable puisse s'installer dans le département du Pool. Nous avons déjà un partena-

riat dynamique et très positif avec le Haut-commissariat », a-t-il conclu, rappelant que les Nations unies accompagnaient le Congo dans ses efforts de pacification du département du Pool à travers le Fonds de consolidation de la paix.

Parfait Wilfried Douniama

LIVRE

«Maîtriser la passation des marchés publics» de Bernard Olloy

Edité par l'auteur, l'ouvrage de cinq cent trente-six pages traite de tous les aspects théoriques et pratiques de la passation des marchés publics.

L'ouvrage s'adapte parfaitement aux cadres réglementaires et institutionnels de plusieurs pays francophones disposant d'un système des marchés publics s'adaptant à celui du Congo Brazzaville. Il s'adapte également aux directives et procédures des partenaires techniques et financiers : Banque mondiale, Banque africaine de développement, Fonds international de développement agricole, Programme des Nations unies pour le développement, Union européenne...

Véritable guide didactique pratique, le livre de Bernard Olloy ne se borne nullement à présenter le cadre réglementaire et institutionnel des marchés publics. Il guide plutôt, pas à pas, le lecteur, à travers les exemples et les cas pratiques corrigés, vers une totale maîtrise des étapes, tant celles de la planification et de la passation des marchés que du contrôle et du contentieux de la passation des marchés.

En effet, conçu en référence à la structure du code des marchés publics, cet ouvrage est préfacé par Roger Rigobert Andelly, président du Conseil de l'Agence de régulation des marchés publics. Structuré en trois parties, il ne



Bernard Olloy

traite que de la passation des marchés.

La première partie distingue les textes régissant les marchés publics, délimite le champ d'application du code de ces marchés et catégorise les différents organes intervenant dans le processus de passation des marchés publics.

La deuxième, qui porte sur les règles applicables aux marchés publics, passe en revue les dispositions fixant les conditions

et les modalités de participation des candidats à ces marchés. Elle aborde les différentes formes de marchés publics et les seuils qui leur sont applicables ainsi que les procédures et les règles régissant la préparation, la planification et la passation des marchés publics. La troisième partie est consacrée aux procédures et aux méthodes de passation des marchés ainsi qu'aux dispositions se rapportant aux dossiers de consultation

des entreprises. Les modalités de préparation des dossiers de soumission y sont traitées, avec des détails sur les procédures et les méthodes d'enregistrement des offres, d'ouverture des plis et d'évaluation des offres. Le lecteur y trouvera aussi les aspects relatifs aux contrôles et aux contentieux de la passation des marchés publics.

Un outil fonctionnel pour les praticiens des marchés publics

Préfaçant ce livre, Roger Rigobert Andelly pense que la méthode pédagogique adoptée, fondée sur les cas pratiques, les suggestions, les commentaires et les références permanentes aux textes, en fait un outil fonctionnel, pour les praticiens des marchés publics. L'ouvrage porte un regard critique sur certaines limites de la réglementation actuelle des marchés publics tout en indiquant, en plus, des pistes intéressantes visant à la conformer aux standards internationaux. C'est, d'ailleurs, en cela qu'il aborde, dans les moindres détails, des sujets importants tels les délégations de service public, les allotissements ou les marchés à tranches condi-

tionnelles, insuffisamment réglementés par le code des marchés publics et ses décrets d'application.

Titulaire d'un DEA en droit public, d'un DESS en administration des entreprises et d'un deuxième DESS en gestion des administrations et des services publics (Institut d'administration des entreprises, Université de Caen), expert en gestion et en marchés publics, Bernard Olloy atteste de plus de trente ans d'expérience professionnelle à son actif. Dans ce parcours, il a successivement occupé plusieurs fonctions de direction aussi bien en entreprise que dans les projets de développement. Cumulativement avec ses diverses fonctions, il s'est spécialisé dans la formation en entreprise et a animé moult sessions de formations en faveur des cadres des entreprises et des administrations publiques, dans le domaine de la gestion et celui de la passation des marchés publics. Bernard Olloy est depuis septembre 2019 directeur de la formation et des appuis techniques à l'Autorité de régulation des marchés publics du Congo Brazzaville.

Bruno Okokana

ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

La société RAGEC S.A sollicite à l'aménagement de la route Djiri-Manianga

L'état actuel du tronçon d'environ 3km complique l'accès à l'usine agroalimentaire, le transport des produits, ainsi la circulation pour la population riveraine. Le sujet a été évoqué, le 9 novembre, lors d'une visite de l'usine de RAGEC par le Ministre d'État, Ministre de l'Économie, de l'industrie et du portefeuille public, Gilbert ONDONGO.

La société RAGEC S.A, spécialisée dans la production et commercialisation de l'eau minérale naturelle Cristal, des boissons gazeuses, des jus plats et aseptiques Perla, veut étendre ses activités industrielles dans les prochaines années. Pour le Directeur Général de RAGEC S.A, Monsieur Samy EL SAHELY, l'état impraticable de la route est la principale difficulté à laquelle

est confrontée son usine.

« Si cette voie est aménagée, cela va garantir la sécurité des employés qui travaillent sur place. De même, cela va contribuer à développer l'industrie grâce aux nombreux projets que nous comptons réaliser prochainement », a estimé Monsieur Samy EL SAHELY, peu après la visite de ses installations par la tutelle. Le Ministre d'État Gilbert

ONDONGO, qui venait pour constater de lui-même la situation de cette usine de RAGEC S.A, a salué un vrai complexe industriel avec de nombreuses filières. Il a encouragé les dirigeants de la société pour leurs efforts et a ajouté que cela marque le début de l'industrialisation du pays.

Quant à l'aménagement de la route Djiri-Manianga, le ministre en charge de l'industrie a fait savoir que cette question relève de la responsabilité du gouvernement de créer les conditions en amont pour que les installations industrielles, comme l'usine de RAGEC S.A, puissent bien fonctionner.

« La société a formulé le souhait que le gouvernement intervienne pour qu'il y ait un aménagement de ce tronçon d'environ 3km. C'est vraiment de la responsabilité de l'État de créer un environnement favorable aux industries locales et cette route fait partie de l'environnement favorable que doit bénéficier une usine moderne comme RAGEC S.A », a indiqué le Ministre de



l'Économie, Gilbert ONDONGO, ajoutant avoir pris bonne note de la demande. La société RAGEC S.A a installé depuis 15 ans, son usine de production sur une superficie de dix hectares. L'usine fabrique aujourd'hui une gamme de produits destinés à la consommation courante, mais également des produits en plastique destinés aux industries. RAGEC S.A commercialise

aujourd'hui sur le marché congolais plus de 70 produits sous neuf marques : Cristal avec l'eau minérale naturelle, American Cola, Planet, Bubble up et Orangina avec des boissons gazeuses, Reaktor avec une boisson énergisante, Vita Jus et Tampico avec des jus plats, Perla avec des jus aseptiques ainsi que des préformes, bouchons poignées et du Co₂.



AGRICULTURE

La Chine appuie le développement de la filière manioc dans la Lékoumou

Des experts chinois de l'académie tropicale forment à Sibiti, chef-lieu du département, pendant un mois, une centaine de responsables de groupements agricoles sur les techniques de production et de transformation de l'aliment de base.

Depuis quelques années, la localité est confrontée à une rareté de manioc due, en partie, par la propagation de la maladie de la mosaïque. Cette maladie virale végétale a ravagé de nombreuses plantations, avec des répercussions sur le niveau de vie des producteurs et de leurs communautés.

Pour cela, la session de formation sur les nouvelles techniques, qui a débuté le 12 novembre, devrait contribuer à booster la filière à travers la création d'une chaîne de valeur productive. Le Congo regorge des variétés de manioc de haute qualité qui ont besoin seulement d'une technologie de traitement, a fait savoir Cheng Yeyuan, le directeur de l'Institut des ressources génétiques des cultures tropicales à l'académie d'agriculture tropicale de Chine. À travers cette rencontre, les formateurs de l'académie tropicale espèrent partager leurs expériences de terrain aux producteurs de la Lékoumou. « *Le manioc peut être directement utilisé comme aliment pour la consommation mais, il peut être largement utilisé dans les boissons, les condiments, le*



Photo de famille des participants à la formation agriculteur.

cuir; les médicaments, le papier; les aliments de bétail », a expliqué Cheng Yeyuan.

Une partie de la formation sera axée, en effet, sur les techniques de multiplication rapide du manioc grâce à des segments de tige pour la plantation. Selon un des formateurs, il s'agit de l'utilisation des boutures à deux nœuds avec la sélection de tiges de variétés améliorées, la découpe des tiges en boutures à deux nœuds et l'administration d'un traitement agrochimique préventif.

Nécessité de vulgariser le programme rural

C'est un travail de longue ha-

leine qui demande des efforts soutenus de tous les acteurs du monde rural, estime le directeur départemental de l'agriculture, Jean-Paul Mbou, ajoutant que seule la vulgarisation du programme auprès de ses concitoyens va contribuer à cet objectif.

« *La transformation du manioc permettra de diversifier ses sous-produits comme les biscuits, les galettes, les pains à la base de sa farine, l'amidon, les spaghettis(...)* Du fait de la pénibilité du travail, le ministre de tutelle a toujours prôné la mécanisation. Outre les labours, il est envisagé la mise en

place progressive des machines agricoles de moyenne portée devant servir à la récolte des tubercules », a indiqué Jean-Paul Mbou.

Faciliter l'accès aux semences améliorées

Du côté des producteurs, de nombreux défis subsistent comme l'accès à des semences améliorées. C'est aussi le cri de cœur de Raphaël Zanga, un des bénéficiaires de la formation. « *Notre véritable problème c'est l'accès aux semences de manioc. L'idéal c'est qu'ils nous aident aussi à sélectionner des bonnes boutures* », a lancé cet

agriculteur. À noter que la formation des producteurs s'inscrit dans le cadre de la coopération entre le Congo et la Chine. Elle est financée par le ministère de Commerce de Chine, à travers l'académie de l'agriculture tropicale qui est une structure partenaire du Centre de démonstration des techniques agricoles basé à Brazzaville.

Outre la culture du manioc, les experts chinois vont également former les producteurs de la Lékoumou à l'arboriculture pour la production de la banane, de l'ananas et de la mangue.

Fiacre Kombo

DETTE INTÉRIEURE

Les syndicats patronaux réclament les résultats des audits

Le collège des syndicats patronaux du Congo demande au gouvernement de publier les résultats des audits qu'il a réalisés, dans le cadre du règlement de la dette intérieure commerciale, question de savoir les dossiers validés ou rejetés.

Les présidents de l'Unoc, de l'Unicongo, de la Cogépac, de la Copéco et celui de la Chambre de commerce ont planché sur la question lors d'une réunion, le 12 novembre à Brazzaville, portant sur la dette intérieure commerciale et les sinistrés du 5 juin 1997 et du 4 mars 2012, ayant occasionné, pour certains opérateurs économiques, des pertes matérielles considérables.

« *C'est au regard des agitations et informations qui fusent concernant le problème de la dette intérieure que nous avons décidé de nous retrouver pour examiner la démarche à adopter avec le gouvernement. C'est depuis mars 2018 que nous avons eu une rencontre avec le ministre des Finances. Il était donc question de regarder toutes les demandes liées notamment au statut de la dette* », a souligné El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, président de l'Union nationale des opérateurs économiques du Congo (Unoc), initiateur de cette rencontre.

Interrogé par la presse sur le



Une vue des opérateurs économiques à la réunion

montant global de cette dette intérieure, El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka a répliqué, bien que disposant des données, qu'il donne la latitude à l'Etat de mettre à leur disposition les résultats de l'audit réalisé.

Présidant les travaux de cette rencontre, le président de la Chambre de commerce, Paul Obambi, a invité les opérateurs économiques à être unis pour trouver gain de cause. « *En ce qui concerne la dette intérieure, nous ne devons pas aller en rang dispersé. Unis, nous trouverons la solution à notre problème. Avec ce que nous allons recevoir; veillons*

à ce que chacun relance son entreprise afin d'impacter l'économie de notre pays », a-t-il relevé.

Ce dernier, par la même occasion, a invité ces chefs d'entreprise à travailler en collaboration pour des rendements plus performants. « *L'entreprise individuelle est dépassée, elle n'est plus d'actualité, nous devons ouvrir nos entreprises aux collègues, former les chaînes de valeurs* », a-t-il fait savoir.

Notons qu'à l'issue de ces échanges, un comité de coordination a été mis en place. Il sera dirigé par le président de

la Chambre de commerce suivi des représentants de tous les syndicats patronaux pour le suivi des dossiers.

C'est depuis 2014 que l'économie congolaise a sombré dans une récession sévère, plongeant le secteur privé dans un coma profond. La position du pays au classement Doing business de la Banque mondiale de 2019, 180e place sur cent quatre-vingt-dix pays, confirme la dégradation continue du climat des affaires. L'apurement de la dette intérieure s'inscrit parmi les exigences de la Banque mondiale.

Lopelle Mboussa Gassia

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Une rencontre en l'honneur du nouvel ambassadeur de France

Dans le cadre de la semaine des Alumini, qui se tiendra du 18 au 23 novembre, le réseau des diplômés congolais de l'enseignement supérieur français organise, le 22 novembre à Brazzaville, une rencontre en l'honneur du nouvel ambassadeur de France au Congo, François Barateau.

La cérémonie, placée sur le thème « *France Alumini Congo, un réseau d'excellence au service du développement* », sera dirigée par le président d'honneur du réseau, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean-Richard Itoua, en présence du Premier ministre, chef du gouvernement et membre du réseau, Clément Mouamba, et du président du réseau, Césaire Boukoulou.

Outre cette rencontre, plusieurs activités sont prévues, dont une conférence économique et une rencontre des jeunes porteurs de projets avec les chefs d'entreprise.

France Alumini Congo est un réseau international qui fait partie de la plate-forme mondiale des diplômés de l'enseignement supérieur français et des certifiés de la formation professionnelle française.

Nestor N'Gampoula

CYBERCRIMINALITÉ

Quatre arnaqueurs opérant sur les réseaux sociaux présentés au public

Samuel Kindengué, Léandre Ebodé et Justin Noundjeu, tous de nationalité camerounaise, ainsi que le Béninois Noumouvi Granflet Yannick Boris ont déjà escroqué plus de trois cents personnes au Congo depuis juin dernier.

Interpellés par les services de police du département de Brazzaville, les quatre malfrats ont reconnu les faits qui leur sont reprochés. Le directeur départemental de la police de Brazzaville, le colonel de police Jean Pierre Okiba, qui les a présentés le 11 novembre à la presse, appelle les Congolais à plus de vigilance et de prudence dans l'utilisation des réseaux sociaux. Selon lui, la cybercriminalité a atteint un niveau inquiétant. « (...) Les délinquants nouent des liens avec des victimes potentielles en leur miroitant des mariages et obtiennent de ces dernières des images érotiques. Une fois ces images obtenues, ils brandissent la menace de les publier sur la toile si jamais la victime ne leur



Les quatre arnaqueurs interpellés par la police à Brazzaville/DR

transférait pas les sommes exigées », a expliqué le colonel, précisant que la perquisition effectuée à leur domicile a permis de découvrir également des fausses pièces d'identité.

Notons que ces escrocs créent des comptes sur des sites de rencontre et sur les réseaux sociaux, en utilisant des photos d'hommes ou de femmes récupérées sur internet. Maîtrisant bien les outils informatiques, ils sont spécialistes de la retouche d'images et utilisent également des flux-vidéo préenregistrés sur webcams. Ils peuvent entretenir des correspondances pendant des semaines et des mois, sans rien demander, pour mettre leur interlocuteur en confiance et faire naître des sentiments.

Parfait Wilfried Douniama

FONDS ROUTIER

La situation de la structure se normalise

Le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier, Emile Ouosso, a présenté, le 12 novembre à Brazzaville, le nouveau président du Comité de direction de l'établissement administratif public, Yves Marc Aurélien Ickonga, nommé en Conseil des ministres, le 18 octobre dernier.

Depuis trois ans, le comité de direction du Fonds routier peine à se tenir par manque de président. Par la nomination qui venait d'intervenir, il pourra se réunir régulièrement. « Cette nomination est la bienvenue parce que depuis 2005, nous avons toujours tenu notre comité de direction jusqu'à il y a trois ans. Il était difficile pour nous de tenir le même rythme par manque de président », a déclaré le directeur général du Fonds routier, Elenga Oba Ndziengué. Pour assurer la bonne marche de cet établissement, « tous les dossiers des trois dernières années de la non-tenue des comités de direction » sont prêts, a-t-il fait savoir, informant qu'un comité de direction pourra se tenir avant le 31 décembre. « Nous allons œuvrer vers une nouvelle direction », a-t-il ajouté.

Yves Marc Aurélien Ickonga, juriste de formation, rassure d'une collaboration fructueuse en faveur du Fonds routier qui, en perspective, envisage une mutation en Fonds routier de deuxième génération, conformément aux orientations du PAGER.

Le Fonds routier est un établissement public administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont le siège social est à Brazzaville. Il a pour mission d'assurer le financement des travaux relatifs à l'entretien courant et périodique du réseau routier prioritaire classé urbain, interurbain et rural tant revêtu que non revêtu ; à la réhabilitation de ce réseau ; à la prévention et la sécurité routière ; à la protection du patrimoine routier national ; enfin, aux études et contrôle techniques en rapport avec les missions susmentionnées. Dans son organisation, le Comité de direction est l'organe d'orientation et de décision du Fonds routier. Il est investi des pouvoirs qui lui permettent de remplir l'objet social de cet établissement et délibère sur les questions relatives à sa gestion.

A la création, les ressources de cette structure étaient constituées par la quote-part de la taxe sur la valeur ajoutée prélevée sur la vente des produits pétroliers : 40% ; les produits des amendes et taxes affectées : 40% ; les redevances et autres produits provenant de l'usage de la route : 40% ; la quote-part des produits générés par l'établissement de la carte grise et des permis de conduire : 50% ; la quote-part des taxes forestières à l'exploitation et de superficie : 50% ; la redevance sur les autorisations de transport : 40%. Mais depuis 2012, la subvention de l'Etat reste la principale ressource du Fonds routier.

Josiane Mambou Loukoula

SECTEUR HALIEUTIQUE

Les pêcheurs réfléchissent à la pérennisation de leur activité

Une table ronde réunissant les pêcheurs évoluant à Pointe-Noire et au Kouilou a été organisée, le 12 novembre, dans la ville océane en présence de Jacques Marcus Demeyo, directeur de cabinet du préfet du département du Kouilou.



La photo de famille à la fin de la table ronde sur la pêche./Adiac

Initié par l'association La bouée couronne sur le thème «La rareté des ressources halieutiques dans les eaux marines congolaises», le focus a permis aux participants de faire un état des lieux sur la situation de la pêche à Pointe-Noire et au Kouilou. Les causes de la rareté des ressources halieutiques, les conséquences qui en découlent et les approches de solutions pour rendre à nouveau la ressource disponible ont été les différents points évoqués lors de cette activité.

Au nombre des causes épilogées figurent le non-respect des zones de pêche et des tailles de maille du filet souvent non réglementaires, le non-respect des zones de reproduction, du repos biologique et la passivité de l'administration de la pêche à faire appliquer avec rigueur la réglementation en la matière. Toutes ces griefs ont pour conséquence la rareté des poissons sur le marché.

Pour les acteurs du secteur, les stratégies pour une pêche durable passent par le renforcement de l'efficacité de l'Etat qui doit être pourvu des moyens opérationnels plus conséquents pour son action, telle la surveillance accrue de la mer. La délivrance des agréments de pêche, la surveillance des produits à l'exportation participent aussi de la bonne gouvernance du secteur appelée par tous les pêcheurs.

Aussi ont-ils demandé à tous les acteurs de la filière d'adopter des comportements exemplaires, en abandonnant les mauvaises pratiques et à respecter la réglementation et la législation en vigueur en République du Congo. Clôturant les travaux, le directeur de cabinet du préfet du Kouilou a exhorté tous les pêcheurs à s'impliquer pour que cette situation change pour le bien de tous.

Hervé Brice Mampouya

CRISE AU SEIN DU JUDO CONGOLAIS

La Fédération internationale prend l'affaire à bras-le-corps

L'instance mondiale de la discipline a spécialement délégué l'assistant de son secrétaire général, le 12 novembre à Brazzaville, afin de s'enquérir de la situation qui mine depuis plus de deux ans la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécojuda).

Dès son arrivée au beach de Brazzaville, Michel Huet a aussitôt mis en pratique son agenda puisque l'urgence de la situation ne lui a laissé aucune seconde de repos.

En effet, du beach, l'assistant du secrétaire général de la Fédération internationale de judo (FIJ) s'est rendu au cabinet du ministre des Sports et de l'éducation physique, en compagnie de Marien Ikama, président de la Fécojuda, où il a été reçu en audience par le directeur de cabinet par intérim du ministre, Charles Makaye dit Makaye, pour aller présenter ses civilités et aussi écouter la version officielle de l'affaire. Par la suite, il s'est entretenu à huis clos, respectivement avec les camps protagonistes, notamment celui dit de Me Marien Ikama et celui du clan Francis Ata et Aya Caloger. Optimiste, Michel Huet a notifié que la situation du judo congolais préoccupe les plus hautes autorités mondiales de la discipline.

« Nous avons entendu les deux parties et on a pris note. Je félicite la collaboration entre le ministère des Sports et le Comité olympique. Il y a vraiment une volonté commune. L'association, le ministère, le Comité olympique et la Fédération internationale de judo tireront leurs

conclusions. Il faut d'abord se référer au président de la Fédération internationale et également au président de l'Union africaine de judo », a-t-il déclaré.

Michel Huet a ajouté que le judo est régi par un code moral et quelque part, la volonté de pouvoir réussir, d'unifier le judo congolais doit animer les différents acteurs sinon, la FIJ sanctionnera la fédération congolaise.

« Que chacun fasse un peu d'efforts pour pouvoir travailler ensemble. Il y a des valeurs de deux côtés, il est dommage de les diviser. Nous voulons que ces valeurs se rejoignent », a lancé l'envoyé du secrétaire général de la FIJ.

En rappel, le 28 mai 2018, le ministère des Sports avait mis en place à la fois un comité de gestion de crise de judo et un comité de normalisation. Le comité de gestion est dirigé par Jean Nganga, le conseiller aux Sports du ministre. Brice Merlin Lepébet (ancien directeur général des Sports), Hilaire Toulani Ngouari (représentant du Cnosc), Aya Caloger (représentant du comité



Michel Huet/Adiac

de normalisation) et Marien Ikama (président de la Fécojuda) composent ce comité avec pour mission de préparer l'assemblée générale électorale. Mais Marien Ikama avait saisi la Chambre de conciliation d'arbitrage et de sports pour contester l'existence du comité de normalisation. Lors d'un conseil fédéral tenu le 15 février, il a décidé de radier Aya Caloger et Francis Ata avant de dénoncer les interférences de la direction générale des Sports dans le fonctionnement de la fédération.

Affaire à suivre.

Rude Ngoma et Christ Bissila Pondo (stagiaire)

ELIMINATOIRES CAN 2021

Des affiches de haute facture dès la première journée

Quarante-sept sélections vont se lancer, à partir de ce mercredi jusqu'à l'année prochaine, dans une course folle, en vue de décrocher les vingt-trois billets mis en jeu pour participer à la phase finale de la compétition prévue au Cameroun.

Le Cameroun, quarante-huitième sélection à participer aux éliminatoires, est d'office qualifié. Les matchs qu'il livrera dans le groupe F lui serviront simplement de préparation. Les concurrents qui prennent le départ mercredi, jeudi et vendredi sont placés dans huit groupes de quatre équipes. Seules les deux premiers valideront leur qualification pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN). Dès leur coup d'envoi, ces éliminatoires réservent des rencontres de haute facture. Les Diables rouges du Congo, pour leur part, seront reçus par les Lions de la Teranga du Sénégal, vice-champions d'Afrique. L'Algérie, championne d'Afrique, accueille la Zambie. Les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) reçoivent les Panthères du Gabon et les Ailes du Mali croisent le Syli national...

Le point complet des rencontres

Dans le groupe A, le Mali accueille le 14 novembre la Guinée et un jour après, la Namibie sera aux prises au Tchad. Dans le groupe B, le Burkina Faso reçoit ce mercredi l'Ouganda. Le Malawi jouera contre le Soudan du Sud. Dans le groupe C, le Ghana va se mesurer, le 14 novembre, avec l'Afrique du Sud. L'autre rencontre du groupe opposera le Soudan à Sao Tomé, le 13 novembre.

Dans le groupe D, la RDC reçoit le Gabon, le 14 novembre. L'Angola accueillera la Gambie un jour avant. Dans le groupe E, le Maroc affronte la Mauritanie le 15 novembre. La République centrafricaine accueille, quant à elle, le Burundi le 13 novembre. Dans le groupe F, le Cameroun reçoit le Cap-Vert le 13 novembre. Le Mozambique sera, de son côté, aux prises au Rwanda, le 14 novembre.

Dans le groupe G, l'Égypte jouera, le 14 novembre, contre le Kenya, et le Togo accueillera les Comores. Dans le groupe H, l'Algérie va en découdre avec la Zambie, le 14 novembre. Le deuxième match du groupe mettra aux prises, le 15 novembre, le Zimbabwe au Botswana. Dans le groupe I, le Sénégal accueille ce mercredi le Congo et la Guinée Bissau reçoit eSwatini.

Dans le groupe J, la Tunisie joue, le 15 novembre, contre la Libye, et la Tanzanie accueille la Guinée équatoriale. Dans le groupe K, la Côte d'Ivoire affronte le Niger, Madagascar, pour sa part, va se mesurer à l'Éthiopie. Dans le groupe L, le Nigeria accueille ce mercredi le Bénin et en seconde rencontre la Sierra Leone défie le Lesotho.

James Golden Eloué

CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES

L'Unesco appelle à mettre les acquis à la disposition de tous

La directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Audrey Azoulay, a souhaité, le 10 novembre, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement, que personne ne reste sur le bord de la route à ce sujet.

« Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 repose sur un engagement, celui de faire en sorte que personne ne soit laissé de côté. Aujourd'hui comme hier, le contrôle du savoir conduit à l'inégalité, à l'exclusion et au conflit social », a écrit Audrey Azoulay dans un message. « Alors que notre planète se trouve face à un nombre croissant de défis, dont le changement climatique, la perte de biodiversité et les catastrophes naturelles, le développement des connaissances scientifiques importe plus que jamais », a-t-elle ajouté.

Audrey Azoulay a plaidé pour que ces défis soient relevés afin de répondre aux exigences du thème consacré à la célébration de l'événement cette année : « Science ouverte – ne laisser personne de côté ». Un sujet qui vise à rendre la science plus accessible, le processus scientifique plus inclusif, mais aussi de mettre les résultats de la science à la portée de tous.

La cheffe de l'Unesco a souhaité que

des efforts soient davantage consentis dans la science, la recherche et la technologie, en particulier dans la perspective de faire germer de nouvelles idées novatrices. « La science ouverte vise à mettre l'information, les connaissances et les données scientifiques à la disposition de tous. En accroissant l'accès à l'information, elle vise à donner à tous les scientifiques, innovateurs, ingénieurs, entrepreneurs et citoyens la possibilité d'observer, d'apporter et de créer du savoir dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation », a souligné la directrice générale de l'Unesco. Pour Audrey, cette approche renforce la transparence et la responsabilité, mais elle aide aussi à donner des chances égales à tous, en encourageant la participation à la culture scientifique. « L'Unesco est prête à prendre la tête de ce dialogue mondial en vue de s'assurer que la science ouverte concrétise tout son potentiel. Au niveau international, la science ouverte peut

contribuer à combler les fractures scientifiques et technologiques ainsi que les écarts dans le domaine de l'innovation, en garantissant que les progrès scientifiques et technologiques bénéficient à tous et ne laissent personne de côté », a-t-elle poursuivi. Célébrée le 10 novembre de chaque année, la Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement souligne le rôle important de la science dans la société et la nécessité de faire participer le grand public aux débats sur les questions scientifiques émergentes. De plus, elle souligne l'importance et la pertinence de la science dans notre vie quotidienne.

En voulant rapprocher la science de la société, cette Journée vise à garantir que les citoyens soient informés des développements scientifiques. Elle permet également de mettre un accent sur le rôle joué par les scientifiques dans l'élargissement de la compréhension de la planète habitée par les hommes.

Nestor N'Gampoula

DIASPORA

Dixième After work de l'Association Développement Relations Nord Sud à Paris

L'Association Développement Relations Nord (ADRNS) rassemble à nouveau les opérateurs économiques, industriels, investisseurs, experts, chercheurs, étudiants, organismes internationaux et porteurs de projets pour partager des connaissances, des méthodes, des outils, des techniques et des études pour aller vers des gisements de ressources encore inexploités dans les pays d'origine.

Pour la dixième séance de rencontre après le travail, l'ADRNS, en appui avec le réseau African Valley, convie ses amis de la diaspora à la première rencontre des Alumni de la diaspora qu'elle organise le 25 novembre, de 19h30 à 21h30, au restaurant Paris Madère, 28 rue de Caumartin, dans le neuvième arrondissement de Paris. Cette soirée est ouverte à tous les anciens ou actuels étudiants en fin de cycles dans les grandes écoles ou universités.

« Nous avons en ligne de mire les nombreux défis auxquels l'Afrique, d'ici 2030, va devoir faire face », prévient Dimitri Mfoumou-Titi, président de l'ADRNS. Et d'expliquer que le continent africain a besoin de sa jeunesse et sa diaspora dont les connaissances et compétences seront une richesse essentielle pour s'atteler à ces nombreux challenges par le biais des emplois du numérique et du digital, de l'économie circulaire, l'agriculture biologique ou le développement solidaire.

Marie Alfred Ngoma

SUIVI BUDGÉTAIRE

Des députés s'imprègnent de la situation peu reluisante du CHU

La commission Economie, finances et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale a effectué une visite de travail au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville, pour se rendre compte de son fonctionnement.



La délégation de la commission Economie, finances et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale reçue au CHU/DR

Qualifié par le gouvernement de « grand malade nécessitant des soins d'urgence », en raison des diffi-

cultés qu'il traverse, le CHU de Brazzaville présente toujours un tableau technique peu reluisant. L'objectif de

la délégation était de mener un plaidoyer sur le budget de cet hôpital et l'inscrire au budget de l'Etat exer-

cice 2020.

Après la visite des services de consultations externes, d'ophtalmologie, de la réanimation polyvalente, des brûlés en cours de réhabilitation et de l'unité des accidents vasculaires cérébraux, ces parlementaires ont suivi une présentation du directeur général du CHU, Sylvain Villiard, sur son document retraçant sa vision : « *Le patient au cœur de nos préoccupations* ».

Il s'agit d'un document qui retrace les différentes réformes qui devraient être menées pour redorer l'image de l'actuel plus grand hôpital dans la pyramide sanitaire au Congo. Au nombre des réformes

envisagées figurent la réhabilitation du service des consultations externes, dont les travaux sont en cours de réalisation; la dotation de la pharmacie interne en médicaments génériques ainsi que les réactifs au niveau des laboratoires et en films d'imagerie.

Conduite par Maurice Mavoungou, président de la commission Economie, finances et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale, la délégation comprenait, entre autres, les députés Jérémie Lisouba, Romy Oyo, Bersol Exaucé Ngambili Ibam, Denis Christel Sassou N'Guesso, Cyr Ebina.

Parfait Wilfried Douniama



ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv





AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

☎ +336 11 40 40 56

✉ info@adiac.tv

📍 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

LIONS CLUB

Le gouverneur du district 403 B1 en descente dans sa juridiction

Mbadinga Itsouhou a effectué récemment sa toute première tournée depuis son élection à la tête du district 403 B1 qui englobe huit pays, notamment le Congo, le Gabon, le Cameroun, le Tchad, la Centrafrique, l'Angola, la Guinée équatoriale ainsi que le Sao Tomé-et-principe.

Pointe-Noire a été la quatrième ville que Mbadinga Itsouhou a visité après celles de Cabinda, Yaoundé et Douala. Ce déplacement lui a permis de rencontrer les clubs Lions de la ville océane pour s'enquérir de leur santé et mesurer le niveau de la mise en œuvre du programme international et celui du district. Aussi s'est-il assuré que ces clubs fonctionnaient de manière harmonieuse et efficace, conformément aux règles de l'association et que chaque club réalisait régulièrement des actions humanitaires utiles, promouvait la croissance de l'effectif... Le nouveau gouverneur a demandé aux Lions de Pointe-Noire de viser l'excellence dans le service à la communauté afin de proposer des actions de qualité qui répondent à des besoins humanitaires réels.

Vers la construction d'un centre de diabétologie à l'hôpital général de Loandjili

Les clubs Lions de Pointe-Noire ont signé, le 30 août, un protocole d'accord avec l'hôpital général de Loandjili pour la construction d'un centre de

prise en charge de diabète. Le nouveau gouverneur a profité de ce déplacement dans la ville océane pour visiter et, surtout, prendre attache avec l'équipe dirigeante de l'hôpital. La rencontre a été marquée par une conférence de presse regroupant les responsables des clubs Lions et médecins de l'hôpital général de Loandjili. Dans son mot de circonstance, le directeur général de l'hôpital, Vital Evans Ebelebé, a rappelé que le diabète est reconnu comme une priorité de santé publique.

Cette maladie chronique concerne plusieurs personnes, enfants, jeunes et plus âgées avec un chiffre en constante progression. « Si le diabète n'est pas bien contrôlé et suivi, l'état de santé du malade s'aggrave à long terme, le diabète peut être à l'origine de complications cardiovasculaires ou d'insuffisance rénale. C'est la première cause de cécité, l'une des principales causes de dialyse et d'amputations non traumatiques », a-t-il dit. Le nouveau gouverneur du district 403 B1 a énuméré l'importance de ce projet et donné



La photo de famille / Adiac

la vocation de son association. Il a indiqué qu'en mettant en place ce centre de prise en charge, le Lions Club entend lutter efficacement et durablement contre le diabète. « Ce centre spécialisé dans la prise en charge du diabète va accueillir les malades atteints de cette pathologie en leur proposant un parcours de soins d'excellence. Depuis 2017, année du centenaire du Lions club international, le diabète est l'un des axes principaux que cette organisation

philanthropique soutient à l'échelle mondiale », a-t-il dit.

Mbadinga Itsouhou a été élu au poste de gouverneur du district 403B1 du Lions Club international lors de la trente-huitième convention multiple 403, en mai dernier, à Conakry, en Guinée. Il a pris ses fonctions à la convention internationale des Lions clubs à Milan, en Italie, le 9 juillet, après la réception du collier de gouverneur. Son programme se focalise sur quatre piliers, à savoir améliorer l'ex-

périence des clubs en matière de service, construire une croissance durable pour aller vers deux districts en Afrique centrale, renforcer et adapter le niveau de formation pour accompagner la croissance et contribuer significativement à la campagne 100 et renforcer le soutien à la LCIF. Il est membre du Lions club Pointe-Noire Concorde depuis vingt ans. Docteur en sciences économiques, il succède au Camerounais Dr Pierre Klebert Ketchiozo.

Hugues Prosper Mabonzo

ENVIRONNEMENT

De nombreux arbres plantés à l'école primaire de Tchizalamou

LONG Help Congo a organisé, le 9 novembre, à l'école primaire de Tchizalamou, dans le district de Madingo-Kayes (département du Kouilou), en partenariat avec la Fondation Brasco, une opération de planting d'arbres à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre.

Plus de cinq cents plants ont été mis en terre à l'école primaire de Tchizalamou par ses élèves et ceux d'autres écoles privées comme Louis Gregory, Kimpolo Fonkoma et l'école Mâ Loango de Pointe-Noire. Au cours de cette activité, les espèces fruitières (avocatiers, citronniers, safoutiers), les eucalyptus et les acacias ont été plantés.

Peu avant la mise en terre des plants, Help Congo a sensibilisé les élèves et la population de Tchizalamou à l'importance du planting. « L'arbre contribue à la protection de la planète et quand vous plantez un arbre, vous sauvez des vies », a dit Jean-Baptiste Banzenza Kololo, responsable



éducation environnementale à Help Congo. Un souci écologique partagé également par la Fondation Brasco qui œuvre dans l'environnement,

le climat et la santé, a renchéri Dominique Dhello, chargée de la communication à Brasco. « Les enfants, c'est l'avenir. Et planter les arbres, c'est un acte pour la protection de l'environnement et, partant, de l'enfant », a-t-elle ajouté. Par cette opération, l'école primaire de Tchizalamou aura des essences qui protégeront les enfants contre le soleil, stabiliseront les sols et em-

Les enfants après le planting d'arbres / Adiac

pêcheront ainsi la désertification sans oublier leur apport en oxygène indispensable à la survie des êtres. « Nous avons choisi Tchizalamou parce que ce village se situe à l'entrée du parc national de Conckouati où nous déployons nos activités. Ainsi, par ce planting, l'école va avoir dans sa cour et tout son périmètre des arbres d'ornement mais aussi d'essences

fruitières dont ils pourront revendre les produits à l'avenir pour faire face à certains besoins de l'école », a dit le responsable éducation environnementale d'Help Congo.

Pour les enfants, cette activité a été bénéfique car ils ont saisi l'importance de l'arbre pour l'équilibre écologique. Ravie, Nancy Loko, la directrice de l'école de Tchizalamou, a remercié Help Congo et Brasco pour cette initiative qui a honoré son établissement scolaire. Elle a souhaité une dotation en outils aratoires pour bien assurer l'entretien des plants mis en terre. Une doléance qui sera traduite en acte dans les meilleurs délais, ont répondu les organisateurs. Un rafraîchissement a été offert à la résidence du chef de village de Tchizalamou à tous les participants, heureux d'avoir accompli un geste louable pour la survie des êtres de la planète.

Hervé Brice Mampouya

«L'arbre contribue à la protection de la planète et quand vous plantez un arbre, vous sauvez des vies »

SECTEUR HALIEUTIQUE

Les pêcheurs réfléchissent à la pérennisation de leur activité

Une table ronde réunissant les pêcheurs évoluant à Pointe-Noire et au Kouilou a été organisée, le 12 novembre, dans la ville océane en présence de Jacques Marcus Demeyo, directeur de cabinet du préfet du département du Kouilou.

Initié par l'association La bouée couronne sur le thème «La rareté des ressources halieutiques dans les eaux marines congolaises», le focus a permis aux participants de faire un état des lieux sur la situation de la pêche à Pointe-Noire et au Kouilou. Les causes de la rareté des ressources halieutiques, les conséquences qui en découlent et les approches de solutions pour rendre à nouveau la ressource disponible ont été les différents points évoqués lors de cette activité. Au nombre des causes épinglées figurent le non-respect

des zones de pêche et des tailles de maille du filet souvent non réglementaires, le non-respect des zones de reproduction, du repos biologique et la passivité de l'administration de la pêche à faire appliquer avec rigueur la réglementation en la matière. Toutes ces griefs ont pour conséquence la rareté des poissons sur le marché. Pour les acteurs du secteur, les stratégies pour une pêche durable passent par le renforcement de l'efficacité de l'Etat qui doit être pourvu des moyens opérationnels plus conséquents pour son action, telle la surveillance accrue de la mer. La délivrance des agréments de pêche, la surveillance des produits à l'exportation participent aussi de la bonne gouvernance du secteur appelée par tous les pêcheurs.



La photo de famille à la fin de la table ronde sur la pêche./Adiac

Aussi ont-ils demandé à tous les acteurs de la filière d'adopter des comportements exemplaires, en abandonnant les mauvaises pratiques et à res-

pecter la réglementation et la législation en vigueur en République du Congo. Clôturant les travaux, le directeur de cabinet du préfet du Kouilou

a exhorté tous les pêcheurs à s'impliquer pour que cette situation change pour le bien de tous.

Hervé Brice Mampouya

ACTION HUMANITAIRE

Un atelier réunit les membres du comité départemental de Pointe-Noire

La formation de trois jours a débuté, le 12 novembre dans l'amphithéâtre du camp des 3 Martyrs, à la base militaire, et s'étendra jusqu'au 14 novembre.

L'atelier, le troisième du genre, est organisé par le ministère en charge de l'Action humanitaire, dans le cadre de la gestion des situations humanitaires d'urgence, a indiqué le directeur général de l'Action humanitaire, Clément Essieké. Au nom de la ministre de tutelle, Antoinette Dinga Dzondo, il a indiqué:

« L'atelier qui s'ouvre ce jour, fruit d'un accord de partenariat signé entre le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés et le ministère des Affaires sociales et de l'action humanitaires, est le troisième d'une série d'ateliers départementaux qui seront organisés sur l'ensemble du territoire national ».

La formation sera assurée par quatre facilitateurs venus de Brazzaville, pour familiariser les directeurs départementaux avec le nouveau système national standardisé de gestion des situations humanitaires. La mise en place du dispositif humanitaire adéquat était déjà au centre d'une réflexion, au lendemain des événements du 4 mars 2012, à Brazzaville. « C'est vraisemblablement

de cette époque que date la réflexion sur la mise en place d'un tel dispositif. La gestion de la catastrophe du 4 mars avait non seulement révélé aux acteurs toutes les faiblesses et incohérences notoires en matière de gestion des situations humanitaires, mais aussi suscité de nombreuses interrogations. Conscient des telles lacunes, le gouvernement de la République s'est résolu de se doter d'un cadre institutionnel, organisationnel et opérationnel adéquat dénommé "Mécanisme humanitaire" », a expliqué le directeur général de l'Action humanitaire.

D'après Clément Essieké, l'expérience cumulée de gestion des situations humanitaires enseigne que le pays pourrait faire face à des nouvelles situations. C'est pourquoi, après avoir formé une élite interministérielle au niveau central, le ministère en charge de l'action humanitaire a jugé nécessaire d'organiser ces formations au niveau des départements.

Il a, par ailleurs, exhorté les participants à s'engager individuellement dans l'appropriation du mécanisme



Une vue des participants/Adiac

humanitaire pendant ces trois jours de formation afin de garantir l'efficacité de sa mise en œuvre.

Dans son mot de bienvenue, Francine Marlène Mabou, directrice départementale de l'Action humanitaire de Pointe-Noire, a rappelé que sa structure est un organe technique d'exécution de la politique du ministère en la matière dans le département et a pour rôle de promouvoir la prévention, la réduction des risques de catastrophes et de gérer les catastrophes, avant de solliciter l'implication effective des participants pour la bonne

marche du mécanisme.

Ouvrant les travaux, le secrétaire général du département de Pointe-Noire, Jean Etoumbakoundou, a souligné que chaque année, les catastrophes occasionnent des conséquences récurrentes dans le pays en général et dans le département de Pointe-Noire en particulier, ainsi que d'énormes pertes matérielles et humaines et des dégâts dans l'environnement. Mais la gestion des catastrophes n'offre pas une réponse totale et intégrée.

« La préoccupation du gouvernement se traduit par une première vision

humanitaire (2017-20230) noble et sérieuse à mener pour les citoyens congolais d'aujourd'hui et les générations futures. Aussi le ministère en charge de l'Action humanitaire, dont l'une des attributions consiste fondamentalement à promouvoir la politique de prévention, de gestion et de réhabilitation dans le domaine de l'action humanitaire, se propose de présenter un dispositif de l'action humanitaire qui apporte une réponse globale et efficiente dans sa politique nationale d'action sociale », a-t-il ajouté.

Charlem Léa Itoua

COOPÉRATION CULTURELLE

Les Editions Hémar et Lys bleu envisagent un partenariat

Les responsables des deux maisons d'édition ont envisagé l'opportunité, lors du séjour au Congo des fondateurs de Lys bleu.

Avant de regagner la France, Benoît Couzi (écrivain et homme d'affaires) et Guy Migrenne (communicant) des éditions du Lys bleu ont longuement échangé avec le Pr Kadima Njuzi, patron des Editions Hémar.

« Depuis le début de notre voyage au Congo, nous avons senti que nous pouvions parler de nos objectifs de façon constructive avec les Editions Hémar ; c'est ce que nous avons fait. Au cours de cet échange, nous avons balayé le panorama de ce que nous faisons l'un et l'autre et nous avons imaginé un scénario pour nous retrouver un peu plus ensemble pour l'avenir. Ce scénario pour l'instant n'étant pas encore défini et validé en totalité, je ne peux, bien entendu, pas vous en parler de quel type il s'agit », a déclaré Benoît Couzi.

Avec le Pr Kadima Njuzi, ils ont des points communs. Certes, ils font le même type de métier mais pas forcément de la même manière, car le métier en l'Europe n'est pas totalement identique à ce qui est exécuté au Congo. C'est la raison pour laquelle ils auront très facilement



Les deux parties posant devant le bâtiment des Editions Hémar

une synergie à mettre en œuvre, de manière que les livres édités en Europe soient disponibles au Congo et qu'inversement, ceux des Editions Hémar puissent l'être en Europe.

« On peut imaginer énormément des choses aujourd'hui. Nous sommes en relation depuis plusieurs mois avec les Editions Hémar, au travers la publication que nous avons faite du dernier roman de Henri Djombo. En revanche, c'est la première fois que nous

nous rencontrons physiquement, et c'est bien agréable de le faire de cette façon-là. En plus, la manière de travailler du directeur de cette maison d'édition est parfaitement similaire à la nôtre. Nous pouvons, de cette façon-là, travailler en commun de manière très simple et extrêmement compétente », a fait savoir Benoît Couzi.

Pour le Pr Kadima Njuzi, bien que ces deux maisons d'édition soient d'âge différents, les exi-

gences sont les mêmes, l'objet étant la passion pour le livre. Les Editions Hémar, a-t-il poursuivi, sont à la fois une structure éditoriale et un espace de rencontre qui s'évertue à faire connaître les auteurs.

Convergence de vues entre les deux maisons d'édition

Le directeur des Editions Hémar a indiqué que sa structure et les éditions Lys bleu ont quelque chose de commun. Il a rappelé le fait que les éditions Lys

bleu viennent de publier le dernier roman de Henri Djombo, "L'avenir est dans ma tête". En effet, Henri Djombo est né aux éditions Hémar. L'essentiel de sa production, qui est à ce jour d'une vingtaine de livres, c'est-à-dire dix-sept sur vingt, est publié aux Editions Hémar, a précisé le Pr Kadima Njuzi.

Le Pr Kadima Njuzi pense qu'il est important de pouvoir collaborer à l'avenir avec le Lys bleu, pour des raisons diverses. « Nous venons de nous rencontrer, nous venons d'échanger, de discuter. Ce qui se dégage en priorité, c'est cette possibilité d'échange, de coopération, de collaboration qui s'offre à nous. Nous allons examiner attentivement tout ce qu'on s'est dit pour voir quelles sont les lignes de conduite adoptées, comment faire pour que nos relations demeurent solides pour que nous puissions aller de l'avant », a laissé entendre le patron des Editions Hémar.

Notons que la maison d'édition Lys bleu a été fondée en 2017 et les éditions Hémar depuis une trentaine d'années.

Bruno Okokana

VIENT DE PARAÎTRE

« Hérésiarque toute la lyre »

Le premier recueil de poèmes du Congolais Emeraude Kouka, sorti fin septembre aux éditions le Lys bleu, contient trente poèmes écrits en vers libres, en alexandrin et en prose. L'auteur y aborde différents sujets de la vie courante sur un ton de liberté, quelque peu mêlé à un brin d'humour.

« Hérésiarque toute la lyre » lance le rêve d'écrivain que nourrissait Emeraude Kouka depuis 2016. Tenace dans sa vision, il s'est détourné de son désir de devenir avocat, à la grande stupéfaction de ses proches. « Aujourd'hui, je suis fier de réaliser mon rêve et de voir l'opposition changée en adhésion. Ça n'a pas été facile mais la joie de l'aboutissement en vaut la chandelle », estime l'auteur.

Dans son approche de l'écriture de cet ouvrage, Emeraude Kouka aborde des sujets tels que l'indépendance de l'écrivain, les conflits armés dans le Pool, la mélancolie, le deuil, la nature, l'amour ou le tribalisme. Il y interroge aussi son africanité et le prisme par lequel est vu le poète africain. « Dans l'immense abandon de mon âme d'orgie assoiffée d'acribes fanfares me consomment. Le Temps, railleur hardi de mon humeur, me grime

des éternels fards d'ire et de mélancolie. Désormais, mes jours ne seront qu'une parade exhibée aux yeux de l'auditoire éperdu des graminées et les fenêtres vermoulues de mon cœur avili une vulgaire tombe », peut-on lire sur la quatrième de couverture, cet extrait du titre « Déréliction », présenté à la page 21.

Un livre pour ceux qui ne cherchent en la poésie que la poésie

Dans cet ouvrage, le style de l'auteur est marqué par l'usage d'un vocabulaire rare, d'archaïsme et de figures rhétoriques d'analogie, le rapprochant ainsi des romantiques et symbolistes. Rapprochement qu'il assume, puisqu'il veut se démarquer de ce qu'il estime être les « poncifs » de la poésie contemporaine. Sans nul doute, on pourrait le remarquer à travers le titre « Hérésiarque » qui



désigne l'auteur d'une hérésie (toute opinion, doctrine ou dogme considéré comme sortant du cadre de ce qui est généralement admis ou tenu pour acquis dans les domaines de la pensée, de la connaissance, de la religion). « Qui parle autrement que tout le monde risque de ne pas plaire à tous ; mieux, de passer pour obscur aux yeux de beaucoup. Ce livre est pour ceux qui ne cherchent en la poésie que la poésie », en pense-t-il, en pa-



L'auteur du livre, Emeraude Kouka

raphrasant Stéphane Mallarmé. Recueil de poèmes audacieux, « Hérésiarque toute la lyre » est empreint de lyrisme, qui mêle les contraintes formelles à la liberté de ton. Il est non illustré et s'étale sur soixante-douze pages. L'ouvrage est actuellement disponible sur le catalogue de vente des éditions le Lys bleu ainsi que sur plusieurs sites de vente en ligne comme Amazon, Fnac, Cultura... A Brazzaville, « Hérésiarque toute la lyre » est dispo-

nible à la librairie Les manguiers, au sein des Dépêches de Brazzaville, et à la Fnac, au Casino.

Né à Brazzaville, Emeraude Kouka est critique littéraire et d'art. Il est actuellement membre d'administration du musée-galerie du Bassin du Congo et la librairie Les manguiers, et attaché au département de la Culture, des arts et du tourisme de la présidence de la République du Congo.

Merveille Atipo

« Aujourd'hui, je suis fier de réaliser mon rêve et de voir l'opposition changée en adhésion. Ça n'a pas été facile mais la joie de l'aboutissement en vaut la chandelle »